

**FIR**

3/4/5/89

**REUNION DE LA  
"DELEGATION DU BUREAU" DE LA F.I.R.  
MADRID, 18 — 19 AVRIL 1989**

**RESISTANCE UNIE**

**SERVICE D'INFORMATION**

SOMMAIRE

La "Délégation du Bureau" de la Fédération Internationale des Résistants (FIR) s'est réunie les 18 et 19 avril 1989 à Madrid sous la présidence de son Président, Avv. Arialdo Banfi (Italie) pour honorer la mémoire des combattants héroïques du peuple espagnol contre le fascisme naissant en Europe et des Brigades Internationales qui ont lutté à leurs côtés.

Page :

F I R	La Délégation a été reçue à Madrid par le président du gouvernement provincial qui a également donné un dîner d'adieux à Manzanares el Real, ainsi que la réception a été donnée en l'honneur de la Délégation par le maire de Madrid d'Arganda à l'occasion de la visite du pont d'Arganda où se déroulèrent de violents combats pendant la guerre.	1
MULTIPLES ACTIVITES DES ASSOCIATIONS NATIONALES		14
O N U		21
ORGANISATIONS INTERNATIONALES	Les associations adhérentes à la FIR ont invité à un repas au Comité l'Association des anciens prisonniers politiques (Expresos) d'une ville locale.	22
SECURITE ET COOPERATION		30
FRANCE	À Tolède, la Délégation a été reçue par le vice-président du Conseil du gouvernement provincial de Castilla-La Mancha.	31
ITALIE	À Barcelone, la Délégation du Secrétariat de la FIR a été reçue par le sous-adjoint de la ville, par le directeur du cabinet du gouvernement de Catalogne et au Parlement. Les associations catalanes donnèrent un dîner d'adieux en l'honneur des délégués.	32
ARMEMENT / DESARMEMENT	Les délégués, les représentants officiels ont exprimé leur satisfaction sur le fait que la FIR tiens sa réunion en Espagne et ont souligné l'esprit servant la compréhension entre les peuples de cette rencontre.	33
LA FIR FELICITE	la compassion et consternation que la Délégation du Bureau a pris connaissance des informations de ses hôtes espagnols concernant les problèmes toujours ouverts de la reconnaissance morale et de l'assistance financière des anciens résistants et victimes du fascisme.	34

Dans la capitale de l'Espagne qui, après les terribles années de la dictature de Franco, s'est engagée sur le chemin de la démocratie, nous avons rappelé la lutte courageuse des Espagnols et de leurs alliés pour la défense de la démocratie mais aussi les événements qui ont conduit à l'effondrement de la République et à l'oppression du peuple espagnol :

\* \* \*  
\* \* \*  
\*

- les interventions massives des forces armées de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste,
- les bombardements terroristes de la "Légion Condor" nazie envers la population civile espagnole et, non en dernier lieu,
- la politique néfaste de "non intervention" qui a permis à l'Allemagne nazie

Clôture de la rédaction de ce numéro : 7 mai 1989

La mention des responsables de l'édition et du contenu du journal figure au dos de la couverture.

Les différentes informations publiées dans le "Service d'information" n'expriment pas obligatoirement le point de vue de la FIR en tant qu'organisation.

La "Délégation du Bureau" de la FIR rappelle que l'attitude adoptée par les pays d'Europe ont été stigmatisés par la création des Brigades Internationales de Résistance antifasciste qui a permis de créer les conditions pour faire taire les armes sur notre continent, et cela depuis plus de quarante ans.

F I R

## COMMUNIQUE DE LA REUNION DE LA "DELEGATION DU BUREAU" DE LA FIR

POUR D'AUTRES MESURES DE DESARMEMENT - CONTRE LES MENEES NEOFASCISTES

La "Délégation du Bureau" de la Fédération Internationale des Résistants (FIR) s'est réunie les 18 et 19 avril 1989 à Madrid sous la présidence de son Président, Avv. Arialdo Banfi (Italie) pour honorer la mémoire des combattants héroïques du peuple espagnol contre le fascisme naissant en Europe et celle des Brigades Internationales qui ont lutté à leurs côtés.

La Délégation a été reçue à Madrid par le président du gouvernement provincial qui a également donné un dîner d'adieux à Manzanares el Real, ainsi que par le maire-adjoint de la ville.

Une réception a été donnée en l'honneur de la Délégation par le maire de la ville d'Arganda à l'occasion de la visite du pont d'Arganda où se déroulèrent de violents combats pendant la guerre.

Les organisations espagnoles adhérentes à la FIR ont invité à un repas en commun, l'Association des anciens prisonniers politiques (Expresos) à une soirée amicale dans leurs locaux.

A Tolède, la Délégation a été reçue par le vice-président du Conseil du gouvernement provincial de Castilla-La Mancha.

A Barcelone, la Délégation du Secrétariat de la FIR a été reçue par le maire-adjoint de la ville, par le directeur du cabinet du gouvernement de Catalogne et au Parlement. Les associations catalanes donnèrent un dîner d'adieux en l'honneur des délégués.

A toutes les réceptions, les représentants officiels ont exprimé leur satisfaction sur le fait que la FIR tienne sa réunion en Espagne et ont souligné l'esprit servant la compréhension entre les peuples de cette rencontre.

C'est avec compassion et consternation que la Délégation du Bureau a pris connaissance des informations de ses hôtes espagnols concernant les problèmes toujours ouverts de la reconnaissance morale et de l'assistance financière des anciens résistants et victimes du fascisme.

Dans la capitale de l'Espagne qui, après les terribles années de la dictature de Franco, s'est engagée sur le chemin de la démocratie, nous avons rappelé la lutte courageuse des Espagnols et de leurs alliés pour la défense de la démocratie mais aussi les événements qui ont conduit à l'effondrement de la République et à l'oppression du peuple espagnol :

- les interventions massives des forces armées de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste,
- les bombardements terroristes de la "Légion Condor" nazie envers la population civile espagnole et, non en dernier lieu,
- la politique néfaste de "non intervention" qui a permis à l'Allemagne nazie et à l'Italie fasciste de lancer un ballon d'essai pour la 2e guerre mondiale.

La "Délégation du Bureau" de la FIR rappelle que l'attitude adoptée à l'époque par la France et la Grande-Bretagne en a fait par la suite des victimes de la politique d'agression nazie. Les pays d'Europe ont été stigmatisés par les horreurs et les atrocités de la 2e guerre mondiale déclenchée par l'Allemagne nazie. C'est la victoire des alliés de la coalition antihitlérienne et des mouvements nationaux alliés de libération et de résistance antifasciste qui a permis de créer les conditions pour faire taire les armes sur notre continent, et cela depuis plus de quarante ans.

La "Délégation du Bureau" est inquiète de la montée des menées néonazies et néofascistes dans les pays européens, en particulier en RFA, qui menacent la paix et la démocratie, et auxquelles il faudra s'opposer résolument.

Dans son analyse du développement politique en Europe depuis la fin de la 2e guerre mondiale, la "Délégation du Bureau" a constaté unanimement qu'après la période de la guerre froide, mettant en péril la paix, des mesures ont enfin été prises et de premiers pas effectués pour garantir un développement pacifique et la sécurité des peuples.

Les accords entre les USA et l'URSS pour l'élimination des fusées à moyenne portée et à plus courte portée, la poursuite prometteuse du processus d'Helsinki qui a connu un nouvel essor par la clôture positive de la Conférence de Vienne sur la CSCE, les négociations sur la stabilité conventionnelle (NSC) qui se sont engagées à Vienne pour la limitation des armes et des forces armées conventionnelles, ainsi que les négociations sur les mesures de confiance et de sécurité sont des signes encourageants pour une amélioration réelle du climat politique qui pourraient avoir des répercussions sur d'autres problèmes encore en suspens. De même, la Conférence convoquée à Paris sur la dimension humaine donne l'espoir d'une amélioration continue de l'atmosphère internationale.

La "Délégation du Bureau" a exprimé sa satisfaction quant à un tel développement mais aussi sa préoccupation face à l'annonce de la modernisation des fusées à courte portée et de la fabrication de nouvelles armes chimiques, à l'encontre de la décision de la Conférence de Paris sur l'interdiction des armes chimiques, qui déclencherait une nouvelle spirale dans la course aux armements.

La FIR est également préoccupée par l'existence persistante de foyers de crise menaçant la paix dans le monde, au Proche-Orient, au Liban et dans les territoires occupés par Israël. C'est pourquoi la FIR renouvelle sa demande de convoquer une conférence internationale sur le Proche-Orient avec la participation de toutes les parties intéressées.

La nécessité d'une telle conférence internationale sur le Proche-Orient a été confirmée par la délégation de la FIR qui s'est rendue en Israël sur mandat du Xe Congrès de la FIR (Athènes, mai 1987), pour s'informer sur place de la situation et faire part des prises de position de la FIR dans des entretiens avec des représentants des parties intéressées.

La "Délégation du Bureau" a également renouvelé le souhait pressant des anciens résistants, combattants et victimes rassemblés dans la FIR, de voir les deux grandes puissances arriver le plus rapidement possible à la conclusion d'un accord sur la réduction des forces stratégiques et faire un nouveau pas effectif sur la voie vers un désarmement général.

\*

Les consultations de la "Délégation du Bureau" ont eu lieu sous la présidence du président A. Banfi au Centre culturel de Madrid.

Marcos Ana (vice-président de la FIR) a salué les participants à la réunion au nom des hôtes.

Le discours d'ouverture a été tenu par le président A. Banfi qui a commencé son discours en exprimant la satisfaction de voir se réaliser le désir exprimé depuis longtemps par la FIR de tenir une réunion de ses organismes dirigeants à Madrid, grâce à l'appui des associations espagnoles. Il a rappelé la lutte du peuple espagnol contre les troupes de Franco soutenues par l'Allemagne nazie

et l'Italie fasciste et les souffrances incommensurables apportées aux être humains par la guerre et la dictature qui la suivit et il a honoré la résistance du peuple espagnol et son engagement à reconquérir les libertés perdues et la démocratie. Le président Banfi a dit ensuite :

*"LA RESISTANCE NOUS A ENSEIGNE CE QU'EST LA SOLIDARITE*

*La résistance a été une expérience humaine ineffable en-dehors de toute politique : elle a uni des hommes et des femmes qui, bien qu'ayant des idées divergeantes sur l'idée même de la démocratie, ont combattu ensemble pour la reconquête des libertés perdues.*

*Nous, anciens combattants, partisans, résistants, réunis dans la FIR, nous sommes restés de 1945 à nos jours fidèles au serment des survivants des camps d'extermination nazis. 45 ans après la fin de la guerre, nous pouvons affirmer avoir agi pour préserver l'unité substantielle du combat antifasciste, apportant ainsi une contribution importante, en particulier sur le plan moral, au développement de la situation internationale; l'escalation de la guerre froide à une guerre chaude a pu être évitée, le processus de la détente Est-Ouest a été entamé et, ces dernières années, nous pouvons constater d'importants progrès dans tous les domaines.*

*Aujourd'hui, en Europe, il n'y a plus de régimes fascistes; les années sont déjà loin, tant sur le plan politique que dans le temps, où notre camarade Marcos Ana était contraint de représenter la résistance clandestine espagnole et, plus tard comme lui, le camarade Sypros Kotsakis qui a représenté la résistance grecque sous la dicatature fasciste en Grèce.*

*Nous vivons dans une Europe démocratique, où la démocratie s'exprime sous ses formes les plus variées. Ceci est possible parce que la vigilance antifasciste n'a jamais diminué. Dans nombre de pays on a pu constater des tentatives de reconstituer les partis et mouvements fascistes mais, partout, les associations nationales d'anciens résistants et patriotes se sont mobilisés et ont réussi jusqu'à présent à enrayer les tentatives de constituer dans les différents pays des mouvements fascistes d'envergure.*

*Nous assistons actuellement à une nouvelle tentative s'appuyant sur l'emploi de mots d'ordre typiques pour la terminologie nazie-fasciste, même s'ils sont à rechercher sous des noms différents; ainsi, le racisme s'appelle xénophobie et vise à faire pression avec la peur des citoyens devant une immigration accrue de pays où la misère et la faim contraignent les hommes et femmes à chercher du travail en Europe.*

*La résistance nous a enseigné ce qu'est la solidarité et nous l'avons démontré à maintes reprises en apportant notre solidarité aux peuples qui ont combattu contre le colonialisme, contre les régimes fascistes qui existent toujours, non seulement au Chili.*

*L'année 1989 a déjà démontré que le processus du désarmement se poursuit et couvre maintenant des secteurs tels ceux des armes conventionnelles et chimiques, où les négociations piétinaient depuis des années. La FIR a suivi avec attention l'évolution de la situation et y a apporté sa propre contribution au sein des organismes appropriés des Nations Unies et de la conférence des ONG à Genève."*

*Marcos Ana a donné un large exposé sur les préliminaires, le début et le déroulement de la guerre d'Espagne et sur la lutte commune des forces démocratiques et antifascistes contre l'alliance des troupes de Franco et de ses alliés fascistes.*

Il a rappelé qu'en tout plus de 350.000 soldats et commandos allemands et italiens ont participé à la guerre aux côtés de Franco et qu'entre 80.000 et 100.000 étaient continuellement présents. Il s'agissait d'unités d'élite telles que la "Legion Condor" ou les commandos spéciaux italiens. Ils n'étaient pas venus en Espagne seulement pour soutenir les insurgés, pour eux "notre pays était un champ d'expérimentation sur lequel ils ont testé leurs armes de destruction et leurs bombes par des attaques terroristes contre des villes, comme à Guernica." L'orateur a fait remarquer la politique funeste de "non intervention" des démocraties occidentales qui, pratiquement, a signifié la capitulation devant la politique d'intervention d'Hitler et de Mussolini.

M. Ana a désigné l'aide apportée à la République par les volontaires accourus de nombreux pays pour combattre dans les Brigades internationales comme un acte exemplaire de solidarité antifasciste inoubliable pour le peuple espagnol. Pour terminer il a dit :

*"En Espagne aussi, 50 ans après la fin de notre guerre, après avoir quitté un long tunnel, nous apercevons la lumière, une lumière encore un peu diffuse, mais que nous pouvons corriger et améliorer jusqu'à ce qu'elle illumine nos maisons et l'avenir de nos enfants. La lutte continue et continuera sous d'autres formes tant que des injustices et des inégalités sociales existeront. Une société nouvelle et plus juste y succède par nécessité. Mais, ici et aujourd'hui, nous le savons, les armes n'ont pas la parole. Nous devons gagner de manière démocratique la volonté du peuple et en particulier la pensée et le coeur des nouvelles générations. Et leur dire, que l'Espagne pour laquelle nous avons lutté devrait être leur Espagne, une Espagne dans un monde pour la jeunesse. Cette jeunesse, la jeunesse de notre temps, nous a remplacé et s'est organisée différemment, sous d'autres formes que nous, dans la lutte pour la paix et la vie, pour créer une planète plus habitable, plus humaine, plus juste."*

Le général E. Lister, qui avait commandé un corps d'armée des forces armées républicaines, a tenu un discours dans lequel il a rappelé, entre autres, que "c'est en Espagne que furent livrées les premières batailles de la deuxième guerre mondiale".

En tant que représentant des volontaires venus de divers pays pour soutenir la république espagnole, l'ancien brigadiste Kurt Julius Goldstein (secrétaire de la FIR, RDA), a prononcé les mots de la commémoration.

Le poète espagnol renommé, Raphael Alberti, a raconté un épisode qu'il a vécu lui-même lors de l'arrivée des premiers brigadistes et a déclamé ensuite trois poèmes.

Le Secrétaire Prof. Ilia Kremer (URSS) a donné le rapport d'activités, qui traite en détail du développement de la situation internationale et des questions du désarmement et il a dit entre autres :

#### *"IL N'Y A QU'UNE SECURITE UNIVERSELLE*

*Une compréhension élargie, historique et très importante, pour le développement du monde dans la période d'après-guerre a précédé les mesures pratiques des Etats. C'est surtout dans les milieux sociaux-démocrates qu'elle s'est formée, tant dans les pays socialistes que qu'à l'Ouest. La reconnaissance de l'attachement et de la dépendance mutuelle de toutes les parties, régions et pays du monde actuel se trouve à la base de la "nouvelle façon de penser", mais aussi la reconnaissance du fait incontestable qu'une nouvelle guerre mondiale, résultat de la révolution technologique et scientifique dans le domaine militaire, signifierait la fin de la civilisation humaine.*

Les principaux aspects de ces nouveaux points de vue sont les suivants :

- Il ne peut y avoir de sécurité nationale sans sécurité universelle;
- la sécurité ne peut être obtenue "contre" quelqu'un, elle ne peut être que commune;
- seuls des moyens politiques sont aptes à résoudre les différends et conflits quels qu'ils soient;
- le choix politique et social de chaque peuple doit absolument être respecté et personne ne doit essayer d'imposer à autrui son statut ou sa volonté;
- le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales est une partie importante du système de sécurité; il a également une valeur particulière et absolue;
- Les relations économiques ne doivent pas être utilisées comme moyen de pression et des actes tels que le blocus économique, l'embargo etc., doivent être éliminés de la politique mondiale (à l'exception des cas décidés par la communauté mondiale).

Dans les événements à facteur positif des 7 derniers mois, il faut mettre à la première place la mise en application du traité sur les missiles à courte et moyenne portée. Il s'agit de la destruction complète des fusées nucléaires déployées sur terre ayant une portée de 500 à 5.500 km. Actuellement, ces missiles sont détruits sur les territoires des USA et de l'URSS sous contrôle mutuel.

Dans les mesures de désarmement, la deuxième place revient aux décisions de l'URSS et de quelques uns de ses partenaires dans l'Alliance concernant les diminutions unilatérales des forces armées conventionnelles. La dimension de ces diminutions est importante. La décision adoptée à Moscou sur la réorganisation des divisions soviétiques sur les territoires des pays du Pacte de Varsovie, qui a pour but de leur donner une structure défensive, exerce une influence importante sur le renforcement de la stabilité et de la confiance mutuelle en Europe.

Comme troisième événement important des derniers mois, il faut nommer le succès de la conférence sur l'interdiction des armes chimiques qui a eu lieu en janvier 1989 à Paris.

Un des événements positifs le plus important des six mois écoulés a été la clôture positive de la réunion de continuité de la CSCE, qui s'est tenue à Vienne du 4 novembre 1986 au 15 janvier 1989. Les participants ont décidé unanimement de 'transformer la détente dans sa signification universelle en un processus viable, global et véritable'. La conférence a élaboré un catalogue détaillé des mesures à prendre. En voici les principales :

1. La conférence des 35 pays sur le renforcement de la confiance et de la sécurité s'est ouverte le 6 mars 1989 à Vienne et
2. les discussions des 23 pays de l'OTAN et du Pacte de Varsovie sur les armes conventionnelles en Europe ont commencé le 9 mars 1989 à Vienne.

Une importance particulière a été accordée à la 'dimension humaine' du processus d'Helsinki, ou en d'autres mots à la coopération des Etats pour le respect de tous les droits de l'homme, des libertés fondamentales et pour le développement des contacts humains.

Tout ceci est la preuve d'une amélioration sérieuse de la situation internationale dont les négociations sur le désarmement sont le principal élément.

Dans les négociations des 16 pays de l'OTAN et des 7 du Pacte de Varsovie sur les armes conventionnelles en Europe, il s'agit de la mise en place d'un équilibre stable et durable des armes conventionnelles, de l'élimination de la possibilité d'une attaque surprise et d'opérations offensives d'envergure. Les ministres des affaires étrangères ont émis de nouvelles propositions importantes dans leurs discours d'ouverture des négociations actuellement en cours.

Le changement général dans l'environnement politique en Europe et dans le monde entier a amené petit à petit à effacer 'l'image ennemie' de la conscience de la population. Ceci influence les relations des populations et des parlementaires en ce qui concerne les tentatives des complexes industriels militaires pour obtenir des augmentations de budget militaire.

Cette analyse du développement international serait incomplète si l'on ne nommait pas certains succès dans les solutions de conflits régionaux au cours des 7 mois écoulés depuis la Réunion du Bureau à Marianské Lasné :

- la guerre entre l'Iran et l'Irak est terminée;
- les troupes soviétiques se sont retirées d'Afghanistan;
- une solution positive de la question de la Namibie se profile; en relation aussi avec cette question : le commencement de l'évacuation des troupes cubaines d'Angola;
- le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge continue et il y a des signes de solution politique du conflit concernant ce pays.

Ces derniers temps, il est possible de constater une augmentation de l'influence et de l'autorité de l'ONU, en particulier en ce qui concerne le règlement de conflits régionaux.

Si nous faisons le bilan des tendances positives dans le développement du monde ces six derniers mois, nous pouvons constater avec satisfaction que notre Fédération, seule ou dans le cadre du comité de coordination, a présenté précocement et continuellement des revendications et des propositions qui aujourd'hui sont devenues partie intégrante d'importants documents internationaux. Dans ce contexte, il faut mentionner en particulier que les décisions de la conférence de Vienne correspondent largement au contenu et à l'esprit de la lettre adressée aux délégations des pays participants à la conférence par la Réunion du Bureau de la FIR de Marianské Lasné.

Toutefois, une série de facteurs négatifs dans le développement du monde engendre l'inquiétude et exige d'autres activités et initiatives de notre organisation. Plus de 20.000 têtes atomiques sur missiles stratégiques, chacune d'elle plusieurs fois plus puissantes que les bombes qui ont détruit Hiroshima et Nagasaki, se trouvent sur leurs rampes de lancement. Il s'agit ici d'un potentiel multiple d'extermination de la vie sur la terre. En même temps, non seulement les travaux de recherche continuent à un rythme élevé, mais aussi les tests d'importants éléments du soit-disant système de défense cosmique (Initiative de Défense Stratégique = IDS) sont effectués dans le cosmos.

Les négociations sur la réduction des armes conventionnelles seront accompagnées par des projets de modernisation des missiles à courte portée. Jusqu'à maintenant, il n'a pas encore été possible d'inclure dans les genres d'armes,

qui devraient être réduits, les navires de guerre, les avions de combats tactiques et les hélicoptères militaires.

Il est bien clair : nous ne pourrons pas sortir du cercle vicieux de la course aux armements si des alliances politico-militaires signent des traités de désarmement, mais prennent, quelques mois plus tard, des décisions sur la production d'armes encore bien plus puissantes.

En ce qui concerne les problèmes des conflits régionaux, il faut noter que celui d'entre eux qui dure le plus longtemps, le conflit du Proche-Orient, reste aujourd'hui encore une blessure saignante.

Et pour terminer, encore un fait extrêmement inquiétant : la montée de l'extrême-droite et des néofascistes qui devient un facteur permanent de la vie sociale dans plusieurs pays européens. Différents phénomènes tels que l'entrée d'onze extrémistes de droite à la Chambre des députés de Berlin-Ouest, de sept au Conseil municipal de Francfort, des réunions de masse en Bavière et d'autres faits de ce genre, exigent de nous antifascistes et anciens combattants une réponse énergique. Pour qu'à l'avenir personne ne puisse nous faire le reproche d'avoir été aveugles et de ne pas avoir vu et estimé le danger grandissant.

Et maintenant, l'orientation fondamentale des activités de la FIR pendant les derniers mois, en particulier dans le domaine de la consolidation de la paix et de la réduction de l'armement. Ces travaux sont réalisés dans le cadre de notre Fédération Internationale elle-même, et également avec le comité de coordination des quatre organisations internationales des anciens combattants et son comité de liaison, ainsi que par la participation aux activités du comité spécial des organisations non-gouvernementales pour le désarmement.

Le Secrétariat estime que la participation de la FIR au comité de coordination (CC) pour le désarmement est une de ses principales tâches. Un tel travail de coopération permet aux anciens combattants et résistants d'intégrer une force sociale très importante à la lutte active pour le désarmement.

Dans le contexte des activités de la FIR pour le renforcement de la paix il faut souligner que la visite d'une délégation de la FIR en Israël, qui a eu lieu fin novembre - début décembre sur décision du Xe Congrès de la FIR, est un événement important dans l'histoire de la FIR.

Nous sommes d'avis que les résultats politiques de cette visite sont très importants et qu'ils seront encore renforcés, comme nous le croyons, par une large diffusion du compte-rendu de cette visite. Ceci est d'autant plus nécessaire que la situation ne s'est pas améliorée dans cette région, mais est devenue au contraire encore plus compliquée.

Il est bien clair que les pas entrepris par la FIR par l'envoi d'une délégation en Israël devront avoir une suite. Toute l'autorité de notre Fédération doit tendre à un règlement pacifique du conflit.

La FIR a, comme toujours, accordé une grande attention aux activités antifascistes. Il faut nommer ici en particulier la conférence 'Action contre le néofascisme et le racisme', organisée fin janvier 1989 à Brême avec la participation active de la Ligue des antifascistes (VVN-Bund), et à laquelle la FIR était aussi représentée. Une particularité de cette conférence, qui a réuni plus de 800 participants, a été le large éventail de représentants d'orientations politiques multiples allant du centre à l'extrême gauche. L'attention a été attirée par la participation officielle du Parti social-démocrate de RFA et de grandes organisations et mouvements démocratiques.

Actuellement, le Secrétariat prépare une 'table-ronde' sur les questions du néofascisme. Elle devrait avoir lieu fin juin 1989 à Vienne.

Dans le contexte de la lutte contre le néofascisme, le Secrétariat peut se féliciter d'un plein succès lors de la réalisation du Symposium d'historiens, tenu en octobre 1988 à Vienne, sur les problèmes de la falsification de l'histoire du fascisme, de la deuxième guerre mondiale et de la résistance. Le symposium, organisé sur décision du Xe Congrès de la FIR, a réuni 37 historiens de 12 pays. Pendant deux jours une série de questions très importantes furent l'objet de discussions profondément scientifiques. Les résultats de ces discussions représentèrent essentiellement une réponse scientifique et politique à la présentation idéologique d'un groupe d'historiens conservateurs de RFA. Le livre contenant le matériel du symposium devrait paraître cet été encore en langue allemande sous le titre 'Faschismus - Krieg - Widerstand' (Fascisme - Guerre - Résistance).

La FIR organise ses réunions en relation avec le 50e anniversaire du début de l'agression nazie en Europe. Aujourd'hui nous tenons notre réunion dans la ville qui a symbolisé, pendant près de trois ans, la persévérance des antifascistes espagnols et des démocrates de beaucoup de pays. Le premier grand conflit armé entre démocrates et fascistes, entre la réaction et le progrès, a eu lieu en Espagne. La persévérance et le sacrifice du peuple espagnol, la solidarité active de ses amis et l'atmosphère de ces années héroïques et en même temps tragiques ne s'effaceront jamais de la mémoire de notre génération ni des suivantes. Et la leçon la plus importante de l'épopée espagnole entre 1936 et 1939 nous restera pour toujours en mémoire : vaincre le mal, vaincre la réaction et la guerre n'est possible que par la réunion de toutes les forces démocratiques quelles que soient les tendances idéologiques auxquelles elles appartiennent.

La réunion du Conseil général de la FIR aura lieu début septembre 1989 à Varsovie. Elle se déroulera en même temps que des manifestations polonaises à l'occasion du 50e anniversaire de l'agression de la Pologne par l'Allemagne nazie et du début de la deuxième guerre mondiale. Une réunion du Bureau de la FIR aura lieu la veille."

Le Secrétaire I. Kremer a informé sur les différentes activités de la FIR ainsi que sur des réunions et manifestations auxquelles la FIR était représentée.

Le Secrétaire général Alix Lhote (France) a informé sur la réunion du Comité spécial des ONG pour le désarmement, tenue en février 1989, ainsi que sur la dernière réunion du comité de coordination des anciens combattants et résistants pour le désarmement et a signalé que la prochaine réunion du comité de coordination aura lieu du 24 au 30 juillet 1989 en URSS.

Le Secrétaire-trésorier Oskar Wiesflecker (Autriche) a donné le compte-rendu des finances dans lequel se répercutent les multiples activités de la FIR.

La "Délégation du Bureau" a accepté l'invitation de l'association polonaise ZBOWID de tenir ses prochaines réunions statutaires du Conseil général et du Bureau de la FIR début septembre à Varsovie en commémoration de l'agression de la Pologne par l'Allemagne nazie, agression qui, il y a 50 ans, a déclenché la deuxième guerre mondiale.

\*

#### LES DOCUMENTS ADOPTES

Après avoir discuté en détail les documents présentés par la commission de rédaction la "Délégation du Bureau" a adopté les documents suivants :

## DES PROGRES ENCOURAGEANTS SUR LA VOIE DU DESARMEMENT

La "Délégation du Bureau" de la FIR, réunie à Madrid les 18 et 19 avril 1989, s'est largement préoccupée de la situation internationale actuelle et a constaté avec satisfaction que des pas prometteurs ont été effectués dans le domaine du désarmement et des résultats encourageants obtenus.

La "Délégation du Bureau" rappelle qu'en septembre 1988, à Mariánské Lázně (Tchécoslovaquie), à l'occasion du 50e anniversaire des douloureux accords de Munich, le Bureau de la FIR a apprécié le traité américano-soviétique sur la destruction des fusées à courte et moyenne portée (INF) comme un premier pas vers d'autres mesures de désarmement. Le Bureau de la FIR s'est prononcé pour la poursuite du processus sur la coopération et la sécurité en Europe et pour une conclusion rapide de la Conférence CSCE réunie à Vienne, ainsi que pour l'ouverture de pourparlers sur la réduction des forces armées en Europe afin de réduire le niveau de la confrontation militaire.

De nouveaux pas et faits, encourageants, sont venus depuis renforcer les espoirs des anciens résistants, combattants et victimes de guerre :

. l'accord INF est entré en application, la destruction des fusées a commencé et les procédures de contrôle fonctionnent normalement;

. les mesures de confiance décidées à Stockholm (CCSDE) se sont révélées effectives;

. la Conférence de Paris sur les armes chimiques a reconnu l'importance et la validité du protocole de Genève de 1925 et souligné la nécessité de conclure, à une date rapprochée, une convention sur l'interdiction, la mise au point de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques ainsi que sur leur destruction. Les pourparlers en cours actuellement à Genève à ce sujet progressent favorablement, malgré certaines difficultés techniques rencontrées (contrôle);

. la Conférence de Vienne sur la CSCE s'est terminée positivement le 19 janvier 1989 par l'adoption unanime d'un document de clôture qui réaffirme la validité du processus d'Helsinki, la nécessité de sa mise en oeuvre pleine et entière dans tous ses principes. La Conférence de Vienne a décidé la tenue d'une série de réunions en vue de renforcer et de développer la coopération dans tous les principaux domaines.

Dans le domaine du renforcement de la sécurité militaire, deux décisions importantes ont été prises :

. L'ouverture de négociations sur les forces armées conventionnelles en Europe en vue d'aboutir à une meilleure stabilité par une réduction importante des forces armées et des armements;

. la convocation d'une conférence, suite à celle de Stockholm (CCSDE), pour l'adoption de nouvelles mesures de confiance et de sécurité.

Lors de l'ouverture de ces deux réunions, les 6 et 9 mars 1989 à Vienne, les ministres des Affaires étrangères des 35 pays membres ont exprimé leur volonté d'aboutir à des résultats concrets.

La "Délégation du Bureau" a pris note avec grande satisfaction des mesures unilatérales annoncées par l'URSS et d'autres pays socialistes concernant les

réductions d'armements ou de troupes et estime positif que dans ce contexte des systèmes offensifs seraient transformés en systèmes défensifs.

Elle a pris note avec grande satisfaction de l'annonce faite par le Secrétaire d'Etat américain de la décision de retirer les armes chimiques américaines du territoire de la RFA et de les détruire.

Les déclarations ainsi que les mesures énoncées de même que la publication des données sur la puissance des armées et des armements vont dans le sens des mesures préconisées depuis longtemps par la FIR et ne peuvent que faciliter et permettre le développement positif de ces négociations.

Par ailleurs, l'amorce d'un changement dans la conception des doctrines militaires peut également être considérée comme un signe encourageant.

Ces faits encourageants ne doivent pas nous faire oublier que la poursuite de la course aux armements dans de nombreux domaines continue et que la question reste ouverte en ce qui concerne l'abolition et la destruction des armes nucléaires à courte portée et des autres armes non couvertes par les actuelles négociations et nous souhaitons que des négociations dans ce domaine s'engagent le plus rapidement possible. La FIR demande aux responsables des deux grandes puissances de réduire, le plus rapidement possible, de 50 pour cent les armes stratégiques de destruction massive, tel que convenu entre les représentants des USA et de l'URSS.

De même il ne faut pas oublier que la situation au Proche-Orient, au Liban et dans les territoires occupés par Israël, est toujours extrêmement tendue et meurtrière.

Dans d'autres parties du monde des conflits continuent d'exister et en Afghanistan la paix n'a pas été rétablie.

La "Délégation du Bureau" souligne la validité de la résolution adoptée lors du Xe Congrès de la FIR à Athènes (Mai 1987) "Pour une solution pacifique du conflit israélo-arabe", résolution qui demande une conférence internationale sur le Proche-Orient avec la participation de toutes les parties concernées.

La "Délégation du Bureau" de la FIR constate :

Des pas encourageants sur la voie du désarmement ont été faits, d'autres doivent suivre afin d'assurer la paix et d'utiliser les moyens ainsi libérés pour le développement de tous les peuples et la préservation de l'environnement.

Elle réaffirme la validité de l'appel commun des participants à la Deuxième Rencontre Mondiale des anciens combattants pour le désarmement (rencontre tenue à Vienne par la FIR, la FMAC, la CEAC et la CIAPG en décembre 1986) et dans lequel il est dit :

*"A l'aube du troisième millénaire, nous sommes au carrefour de l'angoisse et de l'espérance entre la menace qui pèse sur le monde et les immenses possibilités de progrès. Que dans toutes les nations, les hommes et les femmes, conscients de la nécessité d'agir, unissent leurs efforts aux nôtres et qu'ensemble nous pressions tous les gouvernants d'entreprendre réellement la construction d'un nouvel ordre de sécurité, de paix, de liberté et de solidarité."*

La FIR appelle ses associations nationales à continuer de contribuer en commun avec toutes les forces de la paix à garantir la paix en Europe et à accélérer le processus de désarmement.

## PAS DE NEO-NAZIS AU PARLEMENT EUROPEEN

50 ans après l'agression de la Plogne par l'Allemagne nazie, qui a déclenché la tragédie de la deuxième guerre mondiale, coûtant 50 millions de vies humaines, nous constatons la réapparition du racisme, de la xénophobie et de l'antisémitisme, principaux composants de l'idéologie et de la politique néonazies.

Les formations politiques qui ont réussi à s'introduire dans des parlements régionaux de la RFA et de Berlin-Ouest et, par ce détour, au "Bundestag", propagent une idéologie chauvine qui correspond dans tous les domaines à celle des néonazis et néofascistes. Elles font aussi leur apparition dans différents pays d'Europe sous des devises et nom divers, sèment la confusion et appellent à la violence. Ce qui leur est commun, c'est qu'elles nient ou banalisent les crimes des fascistes et des nazis, qu'elles aspirent à un état autoritaire qui rejette les droits universels de l'homme et la démocratie en tant qu'ordre social fondamental. Leur propagande est favorisée par l'apparition de crises économiques qui représentent, pour une importante partie de la population, privations et insécurité et surtout, pour une grande partie des jeunes générations, l'impossibilité d'accéder à une vie dans la dignité. Il faut constater que leur démagogie réussit de plus en plus à tromper certaines parties de la population, à gagner de l'influence et à obtenir des voix lors des élections.

Nous, qui avons combattu contre le fascisme nazi dans tous les pays d'Europe, qui avons vécu le génocide et toute sa monstruosité dans les camps de concentration, nous nous sentons obligés, dans cette situation, d'en appeler à la vigilance de tous les citoyens. Des élections européennes auront lieu en juin 1989 dans les pays de la Communauté européenne.

Nous en appelons à tous ceux qui honorent les valeurs de la Résistance, qui veulent sauvegarder les droits de l'homme et la démocratie pour les générations futures, de s'opposer fermement aux menées fascistes, nazies et racistes dans tous les pays et d'enrayer leur progression.

--ooOoo--

### MEDAILLE D'HONNEUR POUR MARCOS ANA - LITHOGRAPHIE DE PICASSO POUR LA FIR

La médaille d'honneur de la FIR a été décernée à Marcos Ana, Espagne (vice-président de la FIR).

Marcos Ana a remis à la FIR une lithographie de Pablo Picasso réalisée par l'artiste espagnol en 1959 pour soutenir la campagne de libération de Marcos Ana (qui a passé 23 ans dans les cachots de Franco) et de ses co-prisonniers politiques. La lithographie dont il existe 200 exemplaires a été signée personnellement par Picasso. Marcos Ana a remis à la FIR l'exemplaire qu'il avait reçu de l'artiste (Fidel Castro et Salvador Allende en reçurent un également) en souvenir de la réunion de la "Délégation du Bureau" à Madrid. Le président A. Banfi, très ému par ce précieux cadeau, l'a remercié chaleureusement.

\*

### DEPOTS DE COURONNES

Les participants à la réunion ont déposé des fleurs au monument des brigadistes au cimetière "Fuencarral".

Les représentants du Secrétariat de la FIR ont déposé des couronnes à Barcelone, au monument pour les brigadistes, au mémorial pour les victimes espagnoles de Mauthausen, à Ehrenhaim au Montjuich au monument pour les victimes espagnoles de la guerre, à la pierre commémorative du brigadiste allemand Hans Beimler et à la pierre commémorative pour les brigadistes autrichiens.

\* \* \*

## CONCLUSIONS DE LA DELEGATION DE LA FIR APRES SA VISITE EN ISRAEL

Comme publié par le "Service d'informations" No 1/2/89, une Délégation de la Fédération Internationale des Résistants a séjourné du 27 novembre au 4 décembre 1988 en Israel à l'invitation de ses organisations adhérentes et de la Fédération mondiale des Anciens Combattants et Résistants juifs. Le but de cette délégation était d'informer les autorités officielles et l'opinion publique sur les positions de la FIR concernant le conflit israélo-palestinien et de s'informer sur la situation générale.

Le "Service d'informations" a publié les impressions et expériences dans un compte-rendu rédigé par le Secrétaire général Alix Lhote. Nous publions maintenant les conclusions tirées par la Délégation de la FIR des connaissances acquises lors des différentes rencontres et discussions.

### C o n c l u s i o n s

1. La délégation pense que les positions et les exigences formulées par la FIR dans la résolution du Xe Congrès sont pleinement conformes à ses principes (tels qu'ils sont définis dans ses statuts) et répondent à la nécessité d'établir rapidement une paix juste et durable dans la région, conforme aux intérêts des deux peuples : israélien et palestinien.
2. La situation se détériore, devient de plus en plus dramatique pour la population des territoires occupés depuis plus de 20 ans. En attendant l'ouverture de négociations, il devrait être mis fin à cette situation insoutenable et inacceptable du point de vue du droit international. Cela pourrait se réaliser dans des formes appropriées, avec des garanties internationales et sous l'égide des Nations Unies. L'état d'Israel doit s'engager solennellement à respecter les Conventions de Genève (notamment la 4e convention qui concerne les populations civiles) sur le droit humanitaire, la vérification de ce respect pouvant être assuré par le Comité International de la Croix-Rouge.
3. L'instauration de la paix passe par la reconnaissance mutuelle :
  - de la part d'Israel de la reconnaissance du droit du peuple palestinien à l'autodétermination allant jusqu'à la création d'un état indépendant;
  - de la part des palestiniens de la reconnaissance du droit d'Israel à vivre dans des frontières sûres et reconnues. (A cet égard, il nous semble que la proclamation d'un état palestinien à Alger sur la base de l'acceptation des résolutions 242 et 338 du Conseil de Sécurité est un pas important dans ce sens ainsi que l'ont souligné les prises de position de nombreux états - 55 états l'ont à ce jour reconnu (10.12.1988) - ou groupe d'états dont la communauté européenne qui a salué "les pas positifs" accomplis par les palestiniens.)
4. Le respect de sa sécurité, l'obtention de garanties sont fondamentaux pour la population juive d'Israel, et sont très vivement ressentis par les survivants des ghettos et des camps d'extermination nazis qui ont souvent une position très émotionnelle, mais compréhensible sur ces questions.

C'est une composante important dont l'opinion publique internationale doit avoir pleinement conscience, en particulier les responsables palestiniens.
5. Mais ce besoin de sécurité et cette nécessité de garanties sont tout aussi fortement ressentis et exigés par les populations palestiniennes et il faudra également en tenir compte.

6. La sécurité n'est donc pas seulement un problème de frontières, c'est aussi un problème de garanties, de contrôle, mais surtout de reconnaissance et de confiance mutuelles, avec la volonté de vivre en paix dans des relations de bon voisinage.
7. La délégation demeure convaincue que l'ouverture de négociations sur la base du droit à l'existence de deux états indépendants israélien et palestinien est la seule issue possible au conflit qui dure depuis 40 ans.
8. Seule une conférence internationale sous les auspices des Nations Unies, et bien entendu avec la participation des parties concernées, est susceptible de faire avancer le processus de négociations, d'assurer les garanties nécessaires à l'établissement d'une paix juste et durable.
9. Concernant la représentativité des négociateurs, la délégation de la FIR pense qu'il n'appartient pas à l'une quelconque des parties de désigner les représentants de l'autre partie qui doivent être désignés en toute indépendance. Il nous semble cependant faire aucun doute que l'O.L.P. est le représentant qualifié du peuple palestinien ou, à tout le moins, en constitue une composante essentielle.
10. En ce qui concerne Israël, et malgré une prise de conscience croissante de la nécessité de faire un pas en direction des Palestiniens, il ne nous semble pas que les autorités officielles soient prêtes à entamer des négociations pourtant nécessaires.

Peut-être le chef de l'Etat, M. Herzog, a-t-il assez bien résumé la situation, côté israélien, lorsqu'il nous a déclaré : *"Ici, tous les partis politiques (note de la rédaction : à l'exclusion des extrémistes) sont unis dans leur désir de paix, mais divisés sur le prix qu'il convient de payer pour l'obtenir."*

+

#### Les positions à venir de la FIR

Dans ce contexte difficile, très compliqué, la Délégation de la FIR

- 1) tient à rappeler l'attachement des millions d'anciens résistants, victimes de guerre et du nazisme, rassemblés dans ses rangs, à la Charte des Nations Unies et à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme dont l'élaboration et l'adoption sont le résultat de la victoire des peuples et des nations libres sur l'oppression et la barbarie nazie. Elles ont été les fruits de notre victoire commune et doivent rester les fondements de la vie commune des individus, des peuples, des nations et des états.
- 2) Elle appelle la FIR, ses 75 associations de 27 pays à continuer à oeuvrer pour une solution négociée et pour la paix sur la base de la résolution appropriée adoptée au Xe Congrès de la FIR à Athènes, le 15 mai 1987, et des principes auxquels nous restons indéfectiblement attachés, conformes aux idéaux de la Résistance qui furent des idéaux de paix, de respect des droits de l'homme, de respect du droit des peuples à une existence libre et indépendante dans la compréhension avec les autres peuples.
- 3) Elle se réjouit de l'accueil amical et fraternel que lui ont réservé tant la Fédération Mondiale des résistants, combattants et des déportés juifs que ses quatre associations adhérentes : l'Union des combattants anti-nazis et victimes du nazisme; l'Organisation des partisans, combattants de la résistance et insurgés des ghettos; l'Association des antifascistes et des victimes du nazisme et l'Association des vétérans invalides de la lutte contre le fascisme. Non seulement elles lui ont permis de rendre hommage aux victimes du génocide nazi, de participer aux manifestations en leur honneur mais aussi de remplir sa mission en toute objectivité.

Malgré les différences et les divergences existant normalement entre elles, elles l'ont fait avec une haute conscience de leurs responsabilités non seulement pour le devenir d'Israël et de son peuple, mais aussi face à la nécessité de rétablir la paix dans la région.

- 4) Elle voit dans cette activité réalisée ensemble, et qui, nous l'espérons, se renforcera encore dans l'avenir, et dans la volonté de vivre en paix, exprimée par tous, l'espoir d'un avenir de paix pour les peuples palestinien et israélien.

+

Le dialogue à poursuivre ou à entamer, l'effort de conviction à entreprendre pour gagner l'ensemble de la population israélienne à des solutions négociées et pacifiques nécessitent, nous en sommes conscients, beaucoup de lucidité, de courage et d'abnégation.

Nous savons que nos amis et camarades en sont conscients également et nous sommes persuadés qu'ils en sont capables.

Ils peuvent être assurés que dans cette action vitale pour la paix dans la région et pour la paix dans le monde, pour leur avenir et pour celui de leurs enfants, vitale pour le devenir de leur pays, Israël, ils nous trouveront, comme dans les combats d'hier pour notre survie et notre liberté, à leurs côtés, solidaires et fraternels.

\* \* \*

#### MULTIPLES ACTIVITES DES ASSOCIATIONS NATIONALES

Les associations nationales adhérentes à la FIR sont actives dans divers domaines et entretiennent entre elles des contacts au niveau national et bilatéral. Ceci ressort des compte-rendus envoyés au Secrétariat de la FIR. Nous publions ci-dessous quelques extraits et résumés des rapports reçus.

##### ALBANIE

#### LARGES CONTACTS INTERNATIONAUX

Le Comité national des Vétérans de la lutte du peuple albanais a développé en 1988 une activité fructueuse et entretenu des contacts avec diverses organisations soeurs d'autres pays. Une délégation du Comité a donné suite à une invitation du Ministère des Moudjahidin d'Algérie. Une discussion amicale s'ensuivit et la concordance des opinions a pu être constatée au cours de ces conversations. Une délégation de l'ANPI a séjourné en Albanie sur invitation du Comité et des discussions amicales eurent également lieu. Par la suite, plusieurs groupes d'anciens partisans italiens ont passé des vacances en Albanie sur invitation du Comité. Ceci donna à nouveau des possibilités de discussions entre les deux parties. Trois groupes d'anciens résistants sont aussi venus de Grèce en Albanie et ont rencontré des représentants du Comité.

\*

##### AUTRICHE

#### DISCUSSIONS BILATERALES DU "KZ-VERBAND"

L'année passée l'Association fédérale des victimes du fascisme et résistants autrichiens (KZ-Verband) a invité des délégations d'associations étrangères à Vienne. Des discussions eurent lieu avec les représentants du Comité sovié-

tique des Anciens Combattants ainsi qu'avec une délégation de l'Association des résistants et antifascistes hongrois. Ces discussions ont été conduites en commun avec les deux autres associations autrichiennes représentées dans le groupe de travail des associations de camps et de résistants d'Autriche (Union des combattants socialistes pour la liberté, victimes du fascisme et l'Amicale "ÖVP" des persécutés politiques). D'autre part une rencontre a eu lieu entre le "KZ-Verband" et une délégation du CSSPB (Tchécoslovaquie).

#### LES COMBATTANTS DE LA GUERRE D'ESPAGNE SONT ACTIFS

L'Union des volontaires autrichiens en République espagnole a inauguré une pierre commémorative en l'honneur des interbrigadistes autrichiens tombés en Espagne au cimetière central de Vienne. L'allocution solennelle a été tenue par le maire de Vienne, H. Zilk. Une plaque commémorative dédiée au combattant de la guerre d'Espagne, Alfred Ochshorn, tué à Mauthausen, a été dévoilée à Vienne. Des délégations de l'Union autrichienne ont pris part aux rencontres à Barcelone où un monument a été érigé pour les volontaires autrichiens tombés en Espagne.

#### LE CHANCELIER FEDERAL REND HOMMAGE A LA RESISTANCE

A l'occasion de l'Assemblée annuelle des Archives de la documentation de la résistance autrichienne (DÖW), organisation dont le KZ-Verband fait partie de la présidence, le Chancelier fédéral, Dr Franz Vranitzky, a rendu hommage à la résistance autrichienne *"qui a été tout à fait effective et d'une grande importance pour le développement consécutif de notre pays"*. Le chef du gouvernement a également rappelé l'*"année commémorative"* écoulée (50e anniversaire de l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie) et déclaré que les diverses manifestations qui ont eu lieu à cette occasion *"ont été très importantes et très utiles dans l'intérêt de notre souvenir collectif et de notre compréhension des circonstances de cette époque"*.

La FIR était représentée à cette manifestation par les secrétaires Prof. Ilia Kremer et Oskar Wiesflecker.

\*

#### BELGIQUE

##### IMPOSANTE EXPOSITION SUR "LE MONDE DU CAMP DE CONCENTRATION"

Dans le cadre des manifestations commémoratives du 40e anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, le Musée national du mouvement de la résistance a organisé, en commun avec la Fondation Auschwitz, une exposition sur le thème "L'univers du camp de concentration et son contexte historique 1914-1945". L'exposition, à laquelle le vice-président du Front de l'Indépendance, Jean Brack (vice-président de la FIR), a apporté une contribution importante, est parrainée par le maire d'Anderlecht (Bruxelles). De nombreuses personnalités de la vie publique ont pris part à la cérémonie d'ouverture, entre autres le ministre de l'éducation Yvan Ilieff. Dans son allocution de bienvenue, Jean Brack a aussi pris position sur des questions actuelles, en particulier contre le nazisme, le néofascisme et l'extrémisme de droite.

+

## PROTESTATION DU F.I. CONTRE LA PRESENCE AUX FUNERAILLES D'HIROHITO

Le Front de l'Indépendance (F.I.) a protesté énergiquement contre la présence du roi et du gouvernement belges aux funérailles de l'empereur japonais Hirohito et a pris part à une démonstration symbolique devant le palais royal. Le motif de sa protestation est que le monarque japonais était un criminel de guerre et que des crimes ont été commis en son nom semblables à ceux des SS d'Hitler en Europe.

+

## PROTESTATION CONTRE DES LIVRES NAZIS

Les associations nationales belges, en particulier le Front de l'Indépendance et l'Association des résistants juifs, ont élevé de vigoureuses protestations lorsqu'un stand de la Foire du livre de Bruxelles a proposé de la littérature nazie, fasciste et révisionniste sous la devise "Libertés 89".

Les deux associations mentionnées ci-dessus faisaient également partie des organisateurs d'une discussion sur le thème : "Liberté pour les ennemis de la liberté ?". L'historien Dr Maxime Steinberg de même que les représentants des organisations convoquées ont participé à cette discussion. De nombreux participants ont éconduit les défenseurs d'une "liberté" de la propagande fasciste et néofasciste.

\*

## BULGARIE

### COMITE BULGARE CHEZ SUBNOR

A l'invitation de la Fédération des Associations des Combattants de la Guerre de Libération Nationale de Yougoslavie (SUBNOR), une délégation du Comité central bulgare des Combattants contre le fascisme, conduite par son président Dr Vladimir Bonev (vice-président de la FIR), a séjourné en Yougoslavie du 14 au 19 novembre 1988. Les discussions entre les deux délégations se sont déroulées dans une atmosphère amicale et d'entente mutuelle. Elles ont apprécié positivement les développements entre la R.P. de Bulgarie et la R.S.F. de Yougoslavie et souligné l'importance de la Rencontre de Belgrade des ministres des affaires étrangères des Etats des Balkans. Les deux délégations ont décidé de ne pas limiter leurs relations au niveau des organismes dirigeants, mais de les étendre au niveau régional et communal.

\*

## CHYPRE

### ACTIVITES DANS DIFFERENTS DOMAINES

En 1988 aussi, l'Association des vétérans cypristes de la 2e guerre mondiale a organisé et pris part à différentes manifestations. Elle a invité des organisations soeurs de l'étranger à des discussions bilatérales. C'est ainsi qu'une délégation du Comité central bulgare des combattants contre le fascisme, de même que le Comité des résistants antifascistes de RDA, ont été les invités de l'association cypriste. Les discussions bilatérales se sont portées sur les questions politiques actuelles, en particulier celles concernant le désar-

mement et la sécurité des pays, et la concordance des opinions a pu être constatée. L'Association a participé, à Chypre, à diverses manifestations d'autres organisations, entre autres à un meeting organisé par l'Union des employés du gouvernement dont le thème était "La paix dans le monde et le désarmement". Dans le même esprit, 12 organisations, parmi elles l'Association des anciens combattants, ont convoqué une manifestation pour la journée anti-guerre qui a eu lieu en septembre.

\*

## ESPAGNE

### EXPRESOS ENTRETIENT BEAUCOUP DE RELATIONS

L'Association des anciens prisonniers de Catalogne (Expresos Politics) a informé le Secrétariat de la FIR qu'elle entretient divers contacts et relations avec des associations d'autres pays et qu'elle a des échanges continus avec les organismes de la presse de ces pays. En particulier avec les associations de France, d'Italie, de BRD, de RDA, de Grèce, d'Israël et d'Union soviétique. Les contacts entre les invités étrangers et les représentants de la FIR ont été intensifiés lors de l'inauguration du monument pour les interbrigadistes à Barcelone.

\*

## FRANCE

### L'AMICALE DES ANCIENS DEPORTES JUIFS DE FRANCE

a entretenu l'an passé tant en France qu'à l'étranger des contacts intenses avec d'autres associations et a participé à diverses manifestations. L'Amicale des anciens déportés, adhérente à la FIR, est aussi membre de la Fédération mondiale des anciens combattants, résistants et déportés juifs; son président Henry Bulawkow est président du Bureau européen, Léon Abramowicz est secrétaire général.

Dans ce contexte, les contacts avec d'autres organisations étrangères sont évidemment particulièrement intenses, en particulier avec les associations belges. D'autre part l'Amicale a pris part à plusieurs colloques et symposiums internationaux sur l'Allemagne nazie, la deuxième guerre mondiale, les crimes nazis, l'extermination des juifs européens, etc, à Paris, Oxford, Bruxelles, Londres, Sofia et Vienne. Des compte-rendus de ces manifestations ont été publiés dans différentes publications en France. En France, l'Amicale travaille étroitement avec la FNDIRP, l'ANACR et l'Amicale d'Auschwitz.

\*

## HONGRIE

### CONTACTS INTERNATIONAUX

En 1988, l'Association des résistants et antifascistes hongrois a aussi entretenu divers contacts avec des associations étrangères et a participé à des rencontres bilatérales. Ainsi, des rencontres ont eu lieu avec des représentants de l'Association polonaise ZBOWID, du CSSPB, du Comité soviétique des anciens combattants, du Comité central bulgare des combattants contre le fascisme, du Comité des résistants antifascistes de RDA, de l'Association des vétérans finlandais, des représentants des associations françaises FNDIRP,

ANCAC et ARAC, avec l'Union fédérale des résistants et victimes du nazisme autrichiens (KZ-Verband), avec l'organisation algérienne nationale des Moudjahidin, avec des représentants des vétérans du Mozambique ainsi que des représentants des Comités internationaux de camp.

+

#### PERSECUTES DU REGIME NAZI INQUIETS DE LA MONTEE DES MENEES NEOFASCISTES

Le Comité des persécutés du régime nazi a exprimé son inquiétude dans un appel contre toute forme de racisme et néofascisme en Hongrie. Cet appel a été diffusé par la presse et d'autres mass média. Cette inquiétude est causée par des actes de violence sur les terrains de football, des adolescents qui provoquent des bagarres par des slogans racistes et xénophobes. A la fin de l'appel "à la société hongroise" il est dit :

*"Il est temps que la lutte contre les idées fascistes et la révision des atrocités fascistes passe du niveau scientifique aux colonnes de la presse, aux programmes de la radio et de la télévision. Il n'y a pas et ne peut y avoir une démocratie et un pluralisme politique acceptant les idées fascistes et leur diffusion. Ces questions ne peuvent être rayées de l'ordre du jour du travail de la presse et des mass média.*

*Nous, qui avons survécu à l'horreur du fascisme, aux souffrances des camps de concentration et de la persécution, qui avons été témoins de l'assassinat de nos camarades et des membres de nos familles, nous jugeons nécessaire que nos autorités s'opposent fermement à de tels menées, à la propagation d'idées fascistes, aux actes de violence de voyoux motivés par le racisme.*

*L'humanisme, l'égalité des droits, l'égalité de tous les êtres humains et la sauvegarde inconditionnelle des droits de l'homme doivent être la base commune des discussions politiques conduites actuellement dans notre pays."*

\*

#### ITALIE

##### "POUR UNE EUROPE DES PEUPLES"

Tel est le titre d'un appel publié par le Conseil national de l'Association des partisans ANPI en vue des élections européennes qui auront lieu en juin 1989. L'introduction rappelle que "l'Europe de la liberté s'est opposée à la barbarie nazie" dans les prisons fascistes, dans les camps de concentration et dans la résistance. Ainsi, les vieilles conceptions chauvinistes du nationalisme avaient été vaincues. L'"Europe unie" préconisée ne devrait pas devenir une Europe comandée par les intérêts du marché et de groupes, mais une "Europe des peuples". Pour parvenir à ceci, les électeurs (italiens) devraient "se laisser conduire par les idéaux de la résistance" et contribuer "à isoler les apparitions et les forces néofascistes, racistes, nationalistes-chauvinistes et à provoquer ainsi un résultat démocratique dans l'intérêt de tous les peuples européens et de la paix".

\*

#### NORVEGE

##### COMITE DE CONTACT : RENCONTRE AVEC DES JEUNES DE RFA

Le comité de contact norvégien de la FIR a organisé l'an passé, entre autres, une rencontre avec un groupe de jeunes de RFA. En coopération avec

d'autres associations de résistants norvégiens et des organisations de persécutés du régime nazi, une rencontre a eu lieu, dans la forteresse "Akershus" à Oslo, avec des écoliers de Brême, Kiel, Hambourg, Oldenbourg et Berlin-ouest. Lors de cette réunion, les invités eurent l'occasion de discuter avec des personnalités éminentes de la résistance norvégienne contre les occupants nazis et de s'informer sur la lutte des patriotes norvégiens. Les jeunes ont déclaré qu'ils sont venus à cette rencontre parce qu'ils voulaient "en savoir plus sur la vérité".

En octobre 1988, le comité de contact de la FIR a organisé, en commun avec les organisations de vétérans de Norvège, du Danemark, de la Finlande et l'association des combattants suédois de la guerre d'Espagne, une conférence inter-skandinavienne pour une Europe exempte d'armes nucléaires. Par une lettre aux gouvernements concernés ceux-ci ont été appelés à oeuvrer dans cet esprit.

\*

POLOGNE

#### ACTIVITES INTERNATIONALES DE LA ZBOWID

L'an passé, l'Association des combattants pour la liberté et la démocratie (ZBOWID) a entretenu beaucoup de contacts internationaux, tant avec des associations soeurs qu'avec des amicales de camps internationales. Ses représentants ont pris part aux réunions des organismes dirigeants organisées par la FIR ainsi qu'à diverses délégations (Délégation de la FIR en Israel, Comité de liaison, Comité de coordination pour le désarmement) et à des réunions de la FMAC (Fédération Mondiale des Anciens Combattants). Dans la période écoulée des discussions bilatérales ont eu lieu avec la FNDIRP (France), le CSSPB, le Comité roumain, l'Association des résistants hongrois et le Comité soviétique des anciens combattants. D'autre part, des représentants de la ZBOWID ont participé à des manifestations, respectivement des cérémonies de commémoration en Normandie (France), en Espagne et en RFA.

\*

R D A

#### COMITE ANTIFA ACTIF A DIFFERENTS NIVEAUX

Le Comité des résistants antifascistes de RDA a envoyé des représentants, non seulement aux différentes réunions des organismes dirigeants de la FIR ou aux rencontres organisées par celle-ci (p. ex. Symposium d'historiens), mais aussi aux réunions et manifestations des comités internationaux des camps. Ils ont également participé à des cérémonies de commémoration dans leur pays et à l'étranger (Pologne, Espagne, URSS, RFA, France, Autriche et Berlin-Ouest). Des rencontres bilatérales ont eu lieu en RDA avec la FNDIRP et l'ARAC (France), l'URAP (Portugal), la VVN-BdA (RFA) et en RS du Vietnam, en Italie (ANPI), à Chypre (CCVA), et en Tchécoslovaquie (CSSPB). D'autre part, le comité Antifa a donné la possibilité d'un séjour d'études en RDA pour effectuer des recherches sur le camp de concentration de Sachsenhausen et sur le groupe de la résistance Herbert Baum à deux camarades islandais et à un couple américain.

\*

## ROUMANIE

### RENCONTRES AVEC DES ASSOCIATIONS DE L'ETRANGER

En 1988, le Comité des anciens combattants et vétérans de la guerre contre le fascisme a rencontré différentes organisations soeurs de l'étranger. Il a rencontré ainsi des représentants du Comité central des combattants bulgares contre le fascisme, du Comité soviétique des anciens combattants, de l'Association polonaise des combattants pour la liberté et la démocratie (ZBOWID). Des délégations du comité roumain ont participé à des manifestations et rencontres dans d'autres pays, entre autres à des réunions des comités internationaux de camp.

\*

## TCHÉCOSLOVAQUIE

### RELATIONS ETENDUES DU CSSPB

En 1988 aussi, l'Association des combattants antifascistes (CSSPB) a développé, des activités étendues et a eu de nombreux contacts ou rencontres avec des organisations et des représentants d'institutions de l'étranger, entre autres avec :

des vétérans de la RP de Chine, le ministère pour le travail, l'assistance sociale pour les invalides de guerre de la RS du Vietnam, des représentants de l'Association hongroise des résistants et antifascistes, de l'organisation danoise Udvalget af tidligere fanger og modstandsfolk, l'Association des antifascistes et victimes du nazisme en Israel, l'Union panhellénique des combattants de la résistance nationale (POAEA), le comité soviétique des anciens combattants, l'Association yougoslave SUBNOR, l'Association des combattants volontaires français en Slovaquie, l'Union VVN des antifascistes, le Comité central des combattants bulgares contre le fascisme, l'Association autrichienne des résistants et victimes du fascisme (KZ-Verband), le Reichsbund (RFA).

+

### SYMPOSIUM A TEREZIN...

En avril de cette année, un symposium international a eu lieu à Terezin, où se trouvait le camp de concentration malfamé "petite forteresse de Terezin". Environ 100 scientifiques, résistants antifascistes et anciens prisonniers de camps de concentration de Tchécoslovaquie, de RDA, de l'Union soviétique, de Pologne, d'Autriche, d'Italie, d'Israel et de RFA ont discuté des résultats de recherches sur l'histoire du soi-disant camp familial dans le camp de concentration d'Auschwitz. Il y a 45 ans - dans la nuit du 8 au 9 mars 1944 - 3792 juifs tchécoslovaques déportés de Terezin ont été assassinés dans les chambres à gaz.

+

### ... ET A MARIANSKE LASNE

A la mi-mars, un symposium dédié au 50e anniversaire de l'occupation de la Tchécoslovaquie, de l'agression de la Pologne par l'Allemagne nazie et le commencement de la deuxième guerre mondiale a été tenu en commun, à Mariánské Lázně, par des représentants du Comité des résistants antifascistes de RDA et de l'Association tchécoslovaque des résistants (CSSPB).

\* \* \*

O N U

## CLOTURE DE LA REUNION DES DROITS DE L'HOMME

La 45e réunion de la commission des droits de l'homme s'est tenue à Genève du 30 janvier au 10 mars 1989. Ainsi que l'a déclaré le secrétaire général adjoint, Jan Martenson, cette réunion s'est distinguée par un "nouveau climat". Cette fois-ci, par opposition aux années précédentes, il n'y a pas eu de confrontations. La réunion a terminé une convention sur les "Droits des Enfants" qui, maintenant, devra être adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU.

\*

## MESURES A PRENDRE CONTRE LES ACTIVITES NEO-FASCISTES

Le 8 décembre 1988, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté par consensus une résolution "sur les mesures à prendre contre les activités nazies et néo-fascistes et toutes les autres formes d'idéologies et pratiques totalitaires fondées sur l'apartheid, la discrimination raciale et le racisme, et le déni systématique des droits de l'homme et des libertés fondamentales", dans laquelle il est dit entre autres :

"L'Assemblée générale,

rappelant que l'Organisation des Nations Unies est née de la lutte contre le nazisme, le fascisme, les idéologies et régimes totalitaires, l'agression et l'occupation étrangère et que, dans la Charte des Nations Unies, les peuples se sont déclarés résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre

...

notant avec regret qu'il persiste dans le monde contemporain diverses formes d'idéologies et pratiques totalitaires, dont les pratiques de l'apartheid, de la discrimination raciale et du racisme, qui impliquent le mépris de l'individu ou un déni de la dignité et de l'égalité intrinsèques de tous les êtres humains, ainsi que de l'égalité des chances dans les domaines civil, politique, économique, social et culturel.

...

1. condamne à nouveau résolument toutes les idéologies et pratiques totalitaires ou autres, y compris le nazisme, le fascisme et le néo-fascisme, fondées sur l'apartheid, la discrimination raciale et le racisme ou le déni systématique des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ou qui ont de telles conséquences;
2. se déclare résolue à résister à toutes les idéologies totalitaires, et spécialement leurs pratiques, qui privent les êtres humains des droits fondamentaux de l'homme et des libertés premières, ainsi que de l'égalité des chances;
3. demande à tous les états de prendre les mesures nécessaires pour assurer une enquête minutieuse et la recherche, l'arrestation, l'extradition et le châtement de tous les criminels de guerre et de tous les auteurs de crimes contre l'humanité qui n'ont pas encore été traduits en justice ni n'ont subi de peine appropriée;
4. demande également à tous les gouvernements de s'attacher à faire en sorte que les jeunes soient éduqués dans le respect du droit international ainsi que des droits fondamentaux de l'homme et des libertés premières et contre le fascisme, le néo-fascisme et les autres idéologies et pratiques totali-

taires fondées sur la terreur, la haine et la violence;

...

6. lance un appel à tous les états qui ne l'ont pas encore fait pour qu'ils envisagent de devenir parties aux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, à la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité et à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid;

..."

\* \* \*

## ORGANISATIONS INTERNATIONALES

### LE COMITE SPECIAL DES ONG POUR LE DESARMEMENT S'EST REUNI A GENEVE

Une réunion du comité spécial des ONG pour le désarmement s'est tenue à Genève du 6 au 8 février 1989 sous la présidence de Madame Edith Ballantyne. Environ 40 organisations y étaient représentées. La Fédération Internationale des Résistants était représentée par le secrétaire général, Alix Lhote, qui a participé aux consultations. Les représentants des ONG ont également eu la possibilité de prendre part à la réunion d'ouverture de la Conférence du Désarmement des Nations Unies réunie à Genève et de discuter avec des membres de la Conférence du Désarmement sur le problème des armes chimiques et de leur interdiction.

Un large programme d'informations a été donné en marge de l'ordre du jour chargé, qui comprenait des discussions sur des questions administratives et d'ordre interne. Ci-dessous, nous citons des extraits du résumé rédigé par A. Lhote :

#### LA 43e SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'ONU ET LES NEGOCIATIONS SUR LE DESARMEMENT

Le Secrétaire général de la Conférence du Désarmement et représentant personnel du Secrétaire général des Nations Unies, Ambassadeur KOMATINA, a donné les explications ci-dessous sur ces sujets :

*L'année 1988 a apporté des signaux contradictoires. D'un côté :*

- l'entrée en vigueur de l'accord sur les fusées à courte et à moyenne portée en Europe,
- l'adoption de mesures de confiance,
- la disparition de quelques foyers de crise

*auquel on peut ajouter le succès de la Conférence de Paris sur les armes chimiques; d'un autre côté :*

- la Conférence du Désarmement n'a pu élaborer aucun accord concret de désarmement,
- le nouveau concept de sécurité internationale reste toujours à définir,
- le surarmement existe toujours, avec la continuation de la course aux armements surtout dans ses aspects qualificatifs.

*Une donnée réconfortante cependant : la promotion du rôle des Nations Unies dans le maintien de la paix, qui devrait conduire à des résultats concrets dans le domaine du Désarmement.*

La dernière session de l'Assemblée générale a adopté deux décisions et 65 résolutions concernant le désarmement. Malgré l'échec relatif de la SSD-3 une atmosphère plus positive s'est manifestée avec l'adoption de 27 résolutions par consensus.

Mais il y a un manque de lien entre le dialogue relativement réussi au niveau régional ou bilatéral (USA-URSS) et les négociations multilatérales, toujours difficiles. Il y a danger d'abandon du multilatéralisme, de minimiser le rôle des puissances, petites et moyennes, tenues pour quantité négligeable.

Les divergences persistent dans les domaines nucléaire et spatial également: les pays neutres et non alignés considèrent le désarmement nucléaire comme prioritaire, avec l'appui des pays socialistes, alors que d'autres refusent cette priorité.

Le problème des armes chimiques acquiert une nouvelle actualité après la Conférence de Paris qui a exprimé une condamnation sans équivoque de ces armes, en même temps que la volonté d'aboutir à un accord.

L'intérêt pour un désarmement conventionnel s'accroît, mais des divergences importantes persistent; d'autres problèmes acquièrent une actualité plus grande: importance du transfert d'armes, nécessité de la transparence dans ce domaine comme dans celui des dépenses militaires, les problèmes des armes extra-terrestres, de la vérification, des zones non nucléaires, impact du développement technologique sur l'armement, déchets nucléaires, etc...

Un aspect des plus importants de la nouvelle situation est que les pays de l'Est soutiennent davantage le rôle des Nations Unies, manifestent plus d'intérêt pour la coopération internationale en souhaitant s'y intégrer davantage.

Les pays occidentaux suivent avec intérêt ce qui se passe à l'Est mais maintiennent, comme les pays socialistes, leurs positions, notamment dans le domaine nucléaire, spatial ou dans celui des armes conventionnelles.

En ce qui concerne la prohibition des essais nucléaires, la Conférence du Désarmement reste au niveau de prénégociations et, en ce qui concerne l'espace ou les armes biologiques, il n'y a pas d'accord en perspective.

Le succès de la Conférence de Paris peut permettre de débloquer la situation et la position de la France a levé un obstacle important en renonçant à se doter d'armes chimiques. Mais la complexité des problèmes, en particulier ceux de la vérification, nécessitera encore beaucoup d'efforts.

Une large discussion qui a suivi cet exposé, notamment sur les possibilités offertes aux ONG de participer au processus général du Désarmement. Dans ses réponses, le Secrétaire général de la Conférence du Désarmement a précisé sa pensée dans quelques domaines:

- Si, du point de vue institutionnel, rien n'est prévu pour les ONG, de nombreuses possibilités informelles existent.

- La vraie Charte des Nations Unies sur le Désarmement est le document final de la SSD-1 de 1978.

- Les Nations Unies ne sont pas là pour nous emmener au paradis mais pour ne pas nous envoyer en enfer.

- Les Nations Unies ne peuvent pas tout, mais leur rôle s'est considérablement élargi; ce qui se passe aujourd'hui aurait été considéré il y a trois ans comme de la science fiction.

- Les mesures de désarmement unilatéral décidées par l'URSS et les pays socialistes sont très importantes, notamment pour les futures négociations de Vienne où il faudra d'abord, sans doute, se mettre d'accord sur un concept de

sécurité en Europe, car les forces armées au centre de l'Europe, en Méditerranée ou en Scandinavie ont un rôle différent.

- Les déclarations de M. Gorbatchev à l'Assemblée générale des Nations Unies concernant la reconversion des usines nucléaires, la réduction unilatérale des forces conventionnelles (500.000 hommes), le rôle et l'importance des Nations Unies, ouvrent de nouvelles perspectives.

- La confiance est la base du désarmement; elle vient des changements intervenus dans le domaine international, elle est un moyen d'avancer.

- Ce qui change aujourd'hui, c'est la globalisation de la sécurité, de l'économie, de la société, des valeurs de la société; la suprématie n'est plus possible; jusqu'à aujourd'hui on discutait de la parité, mais maintenant l'URSS peut décider unilatéralement de réduire ses forces armées de 500.000 hommes.

- Il faut promouvoir le désarmement dans la stratégie générale du maintien de la paix, mais en ayant conscience qu'il nous faut faire face à des décennies de méfiance et de confrontation.

- Nous devons rester optimiste et continuer notre action; il y a aujourd'hui dans chaque société des changements que nous ne pouvons même pas saisir. Depuis des siècles, la sécurité était fondée sur la méfiance à l'égard des autres, sur le secret, sur les armes; aujourd'hui et de plus en plus, elle se fonde sur l'ouverture et sur la transparence.

#### PARTICIPATION DES ONG EN TANT QU'OBSERVATEURS A LA PREMIERE REUNION PLENIERE DE 1989 DE LA CONFERENCE DU DESARMEMENT DES NATIONS UNIES

Cette première réunion s'est tenue au Palais des Nations sous la présidence de l'Ambassadeur d'Italie et avec la présence de 40 représentants des états membres de la Conférence et des représentants d'autres états observateurs.

A cette première session sont intervenus les représentants du Mexique, de la Suède, de la Chine, des USA, de la Bulgarie au nom des pays socialistes, de la Belgique pour les pays occidentaux et du Kenya pour le Groupe des 21 (neutres et non alignés).

Chaque représentant a fait le bilan de l'année écoulée, des perspectives nouvelles créées suite à l'entrée en vigueur du traité INF; de la 43e Assemblée générale des Nations Unies, des mesures unilatérales de désarmement décidées par l'URSS et du succès de la récente Conférence de Paris sur les armes chimiques.

Une atmosphère plus optimiste se dégage des différentes interventions, mais l'on peut néanmoins observer des différences d'approche sur les méthodes de négociations (bilatéralisme ou multilatéralisme) et sur les priorités souhaitables du désarmement (désarmement nucléaire ou chimique, essais nucléaires, course aux armements dans l'espace, etc...).

Cette session devrait être également consacrée à l'intervention du ministre français des Affaires étrangères, M. Roland Dumas, en particulier sur les résultats de la Conférence de Paris et les perspectives ouvertes par ses résultats positifs. Malheureusement, M. Dumas n'a pas pu arriver à Genève par suite du brouillard persistant régnant sur l'aéroport.

#### LES ARMES CHIMIQUES

##### DISCUSSION AVEC PLUSIEURS REPRESENTANTS OFFICIELS A LA CONFERENCE DU DESARMEMENT

ont participé à cette réunion les ambassadeurs Krutsch (RDA), Von Stülpnagel (RFA), Müllander (Suède), Morel (France).

Les négociateurs ont fait part des progrès réalisés, des éléments encourageants à prendre en considération mais aussi des difficultés à surmonter.

*Eléments encourageants :*

- Parmi les grandes puissances, la Grande-Bretagne a été la seule à renoncer aux armes chimiques il y a 17 ans.
  - La France vient de décider récemment de renoncer à se doter d'armes chimiques.
  - L'Union soviétique a accepté les vérifications internationales sur son territoire.
  - Le succès de la Conférence de Paris, malgré une interprétation partielle et partielle faite par les médias : il y a un engagement international.
  - Un meilleur consensus international sur les problèmes du désarmement tel qu'il a pu être constaté à la 43e Assemblée générale des Nations Unies par l'adoption de 27 résolutions par consensus.
  - L'avance des négociations : la procédure est dans une étape avancée et bien des obstacles ont été surmontés.
- L'attitude du nouveau président américain qui a un engagement personnel sur ces problèmes.

*Facteurs négatifs :*

- L'existence de stocks considérables d'armes chimiques et la poursuite de la production, de la modernisation incessante de ces armes.
- L'action de groupes de pression opposés à la cessation de la production.
- Les progrès technologiques incessants qui risquent de compliquer la vérification.
- L'existence des armes dites binaires et leur mise en production par les USA.
- Seulement deux pays ont reconnu officiellement posséder des armes chimiques.
- Les deux grandes puissances devraient se préoccuper davantage des objectifs concrets de la négociation et, selon certains, engager là aussi des négociations bilatérales pour tenter de régler les difficultés.

*Les nécessités et les priorités :*

- La Conférence de Paris a donné aux négociateurs de Genève un mandat impératif : il faut détruire les armes chimiques.
- L'existence d'un comité spécial sur les armes chimiques (note de la rédaction : ce comité spécial, en plus des 40 membres de la Conférence du Désarmement, comprend 20 autres pays à titre d'observateurs) se justifie par le fait que l'existence d'armes chimiques menace directement la sécurité de nombreuses puissances qui ne disposent pas d'arsenal nucléaire.
- L'élaboration d'une convention serait une démonstration de la capacité d'aboutir à un résultat positif dans les négociations multilatérales.
- L'interdiction d'utilisation doit être absolue.
- La convention doit avoir un caractère universel car des pays importants ne sont pas membres de la Conférence du Désarmement; d'autre part, par exemple, le refus d'un seul pays du Moyen-Orient de ratifier la convention entraînerait le refus de tous les autres.

- S'il y a volonté politique d'aboutir, décision politique de renoncer aux armes chimiques, le travail technique pourrait être réalisé dans les deux ans à venir.

- Des mesures transitoires seraient une aide considérable : annonce par les différents pays de la possession ou non d'armes chimiques, engagement immédiat à ratifier la convention dès son élaboration, possibilité d'un moratoire, de commencer unilatéralement la destruction de ces armes, de procéder sans attendre à des inspections convenues entre certains pays (16 pays se sont déjà prononcés dans ce sens).

- Des différences persistent; par exemple l'ordre de la destruction des armes existantes et la vérification, la vérification de la production, les inspections lorsqu'il y a suspicion de production ou de stockage, donc nécessité pour le suspect d'accepter une vérification, une inspection sur place, la composition de l'organisme de contrôle, son mandat, etc..;

- Il n'y a pas de différence fondamentale entre les problèmes posés dans les industries publiques ou dans les entreprises privées : il y a déjà, dans l'ensemble de ces entreprises, des inspections et des contraintes importantes. De ce fait, il n'y a pas d'opposition fondamentale avec les industries chimiques avec lesquelles il faut chercher, dès maintenant, à collaborer au mieux.

- Il faut avoir conscience qu'il s'agit de problèmes nouveaux abordés pour la première fois et d'une complexité sans précédent. Les négociateurs explorent un territoire vierge, découvrent et déchiffrent chaque jour de nouvelles questions, avec prudence, car ils ne veulent pas se tromper et veulent aboutir à un document aussi complet et universel que contraignant.

Puis l'Ambassadeur de France, M. Morel rend compte brièvement de l'intervention du ministre français, M. R. Dumas devant la Conférence du Désarmement (intervention faite le lendemain de la participation des ONG à la session de la Conférence du Désarmement) :

- La relation entre le protocole de 1925 et la future convention est affirmée : il s'agit d'un lien politique important; tous les pays présents à la Conférence, signataires ou non du protocole, en ont reconnu la valeur.

- M. Dumas a ensuite tenté de définir les voies à suivre, la démarche problématique et abordé tous les problèmes en suspens. Il a proposé la création de cinq groupes de travail dans le comité spécial sur les armes chimiques :

- 1) La vérification sous tous ses aspects, y compris les vérifications expérimentales en cours, à tester réellement;
- 2) les questions politico-juridiques : relation entre protocole et convention, sanctions, clauses finales, etc.;
- 3) les institutions à créer et en particulier le rôle du conseil exécutif chargé de l'application de la convention (gestion, experts, agents d'exécution, etc.);
- 4) questions techniques : aspects proprement scientifiques dans le domaine de la chimie;
- 5) vers le système définitif : les problèmes concernant la période de transition constituée pour les 10 ans que durera la destruction, la sécurité non diminuée, la continuité du processus, l'assistance en cas de besoin, etc...

En résumé, il s'agit de renforcer l'acquis politique positif consécutif à la Conférence de Paris, d'élargir le champ des opportunités : les négociations sur les armes chimiques sont devenues une nouvelle priorité.

CONFERENCE SUR LA SECURITE ET LA COOPERATION EN EUROPE (CSCE)  
(Négociations de Vienne)

Sur la base du document de clôture de Vienne, un compte-rendu a été présenté sur les négociations, en particulier en ce qui concerne les domaines du désarmement et des négociations futures prévues :

- Continuation de la recherche de mesures de confiance, Vienne, 6 mars 1989, 35 états.
- Forces armées conventionnelles, Vienne, 9 mars 1989, 23 états en accord avec les 12 autres états (neutres et non alignés) deux fois dans le courant de chaque session. Objectif : Renforcement de la stabilité et de la sécurité en Europe.
- Règlement pacifique des différends, La Valetta, 15 janvier 1991.

AUTRES PROPOSITIONS DANS LE DOMAINE DU DESARMEMENT

Proposition de l'Inde : Pour un monde exempt de violence, pour un monde sans armes nucléaires en l'an 2010.

L'Ambassadeur de l'Inde a présenté un document et commenté le plan d'action proposé et émis le désir de gagner de nombreux gouvernements à ces propositions et exprimé l'espoir de recevoir le soutien des organisations non-gouvernementales.

+

Les négociations de Vienne portent sur

LA SECURITE, LA COOPERATION ET LE DESARMEMENT

Après la conclusion positive de la réunion de suite de la CSCE, les négociations sur les mesures de confiance et de sécurité ainsi que sur le désarmement conventionnel en Europe se poursuivent à Vienne.

Sept semaines seulement après la réunion de suite de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), qui s'est terminée par l'adoption d'un document final par les 35 ministres des affaires étrangères des Etats participants, les chefs de ressort responsables de la politique extérieure de leur pays se sont de nouveau rencontrés à Vienne (du 6 au 8 mars 1989) pour donner le coup de départ pour deux autres négociations multilatérales : les délégations des 35 Etats de la CSCE négocient dans la Redoutensaal de la Wiener Hofburg sur les mesures de confiance et de sécurité (MCS), et les représentants des 16 Etats de l'OTAN rencontrent les délégués des sept membres du pacte de Varsovie pour des négociations sur les forces armées conventionnelles en Europe (FCE).

La rencontre des ministres des affaires étrangères a connu un début prometteur. James Baker, le nouveau secrétaire d'Etat des Affaires étrangères des USA, et Edouard Chevardnadze, le ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, ont fait preuve d'un large accord, Hans-Dietrich Gentscher, le ministre des affaires étrangères de la RFA et son homologue Tadeusz Olechowsky ont annoncé des initiatives communes en faveur de propositions concrètes du désarmement, Sir Geoffrey Howe, a soumis au nom de l'OTAN des propositions concrètes pour la réduction des forces armées et des armes, et le ministre des affaires étrangères de la France, Roland Dumas, a proposé d'inclure désor-

mais les états neutres et non alignés (Etats N+N) dans les négociations. Pour l'instant il est prévu d'informer les Etats N+N une fois par mois sur les résultats atteints dans les négociations.

On est d'accord, en principe, de créer, grâce à un équilibre et à une restructuration des forces armées, une nouvelle situation interdisant à chaque camp des attaques surprises et des offensives envahissantes. Une réduction des divisions blindées et des groupes de pionniers équipés d'un matériel permettant de jeter des ponts nous rapprocherait de cet objectif. Pour montrer leur bonne volonté, l'Union soviétique et plusieurs autres pays de l'Est ont déjà commencé une réduction volontaire de leur supériorité, réduction qui, selon les experts occidentaux, est cependant loin de suffire pour établir un équilibre.

Fin janvier, le pacte de Varsovie a publié, pour la première fois, des chiffres sur sa puissance globale. Ainsi, les forces armées de l'Union soviétique et de ses alliés se montent en Europe et dans les eaux environnantes à 3.573.100 hommes avec 59.470 chars, 70.330 autres véhicules blindés de combat 71.560 pièces d'artillerie, 7.876 avions de combat tactique, 2783 avions de bombardement et de chasse ainsi que 2.785 hélicoptères de combat.

L'OTAN possède dans l'espace européen, selon ses propres indications, 2.213.600 soldats, 16.424 chars de combat, 39.504 autres véhicules blindés, 14.458 pièces d'artillerie, 3.077 avions de combat et 2.419 hélicoptères. L'Union soviétique estime cependant que les effectifs réels de l'alliance occidentale sont nettement plus élevés. L'institut international des études stratégiques (IIES) arrive aussi à des chiffres plus importants.

Malgré ces différences, les nouvelles négociations ne reprendront pas la "discussion sur les chiffres" qui a paralysé les négociations MBFR commencées en 1973. Une énumération du matériel de guerre et des hommes ne fournit pas une image objective du rapport des forces car il faudrait comparer l'année de construction, les performances, le niveau de la maintenance et celui de la formation ainsi que les réserves tenues en stock. Dans les pays de l'Est, les cuisiniers des troupes et le personnel de service font partie de l'armée alors que ces travaux sont réalisés, par exemple, par des employés civils dans les forces armées des USA. On ne discutera donc plus à Vienne l'état de consigne mais on fixera des plafonds vérifiables. Il n'est pas nécessaire de compter ce que chaque camp doit supprimer.

La proposition soviétique prévoit un programme en trois phases :

- Réduction des asymétries bilatérales et une réduction, de principe, des armes conventionnelles de dix à quinze pour cent dans une phase de deux à trois ans.
- Les deux blocs réduisent les troupes et l'armement de 25 % ou de 500.000 hommes chacun dans une période de deux à trois ans aussi.
- Passage à des structures défensives strictes vérifiables dans les deux camps.

Le ministre soviétique des affaires étrangères, Chevardnadze, annonça, en outre, que l'alliance de l'Est réduira encore cette année les troupes de 300.000 hommes, 12.000 chars et avions de combat, ce qui représente déjà un premier grand pas dans le sens d'une réduction asymétrique.

Sir Geoffrey Howe, le ministre britannique des affaires étrangères, soumit la contre-proposition occidentale. Il déclara à propos des "nouvelles idées" que les divergences n'étaient pas grandes. Le but de l'OTAN était que chaque alliance ne conserve, des deux côtés de l'Europe, que 20.000 chars de combat, 16.500 unités d'artillerie et 28.000 véhicules de combat d'infanterie dont 12.000 véhicules blindés pour le transport de troupe au maximum. En principe,

il faudrait, dans une première phase déjà, réduire de 5 % au-dessous des contingents existants. Par ailleurs, aucun ne devrait posséder plus de 30 % du chiffre total d'une catégorie.

Le deuxième volet de négociation - les mesures de confiance - peut partir des accords obtenus entre les 35 à Helsinki, en 1975, et à Stockholm, en 1986.

#### UNE PREMIERE SESSION ENCOURAGEANTE

La première session des deux conférences s'est achevée le 23 mars 1989. Les négociations sur les mesures de confiance et de sécurité ainsi que sur la réduction des forces armées en Europe ont repris le 5 mai 1989.

Le premier tour des négociations a été évalué positivement par les chefs de délégation de tous les Etats. Le climat est qualifié de "constructif, réaliste et dénué de polémique". Le chef de la délégation polonaise, Monsieur Konarski, a souligné devant des journalistes que les progrès réalisés étaient même plus grands que prévus car la discussion avait immédiatement commencé après la rapide présentation des propositions.

La proposition occidentale d'organiser un séminaire sur des questions politico-militaires - en particulier sur les doctrines militaires - dans le cadre des 35 Etats de la CSCE a rencontré un écho très positif chez les Etats du pacte de Varsovie. C'était eux qui avaient demandé à plusieurs reprises dans le passé un débat Est-Ouest sur les doctrines militaires. Une manifestation privée sur le même sujet prévue au mois de juin doit précéder ce séminaire officiel organisé dans le cadre de la CSCE. Sur initiative de la RFA et de la Pologne, 45 éminents experts de l'Est, de l'Ouest et des Etats neutres se rencontreront à Ebenhaus près de Munich pour discuter les stratégies militaires et les doctrines.

Dans l'esprit de leurs ministres des affaires étrangères qui ont souligné à la rencontre de Vienne toute une série de points communs entre l'Est et l'Ouest, les diplomates de la conférence sur la réduction des forces armées des 23 pays des deux alliances ont également mis l'accent sur les "convergences" qui existaient dans les propositions de l'OTAN et du pacte de Varsovie. Les deux camps sont d'accord avec le concept des plafonds de dix pour cent inférieur au niveau actuel des différentes catégories d'armes, l'Est vise lui des réductions de 10 à 15 % au-dessous de ce niveau. Les deux camps conviennent aussi qu'il faut d'abord supprimer les asymétries et réduire les capacités permettant de mener une attaque surprise.

L'OTAN et le pacte de Varsovie soulignent aussi leur volonté d'éviter une discussion stérile sur les chiffres, discussion qui avait bloqué pendant des années les négociations de Vienne sur la réduction des troupes. Mais ils ont aussi conscience qu'il faut discuter la question de savoir quel est le matériel qui compose les différentes catégories d'armes. Ce débat sur les définitions sera une des principales tâches du deuxième tour de négociations des 23 pays des deux alliances.

Le forum des 23 est également d'accord qu'il faut créer un système plus large et plus poussé pour la vérification et le contrôle des mesures de réduction conclues. Les deux camps se rendent enfin compte qu'il faut adopter des mesures stabilisatrices complémentaires pour soutenir le processus du désarmement conventionnel.

Mais un examen plus détaillé des approches communes révèle déjà les points où l'Ouest et l'Est divergent. Par exemple : la réduction des capacités permettant de mener une guerre de surprise. L'OTAN vise ici trois catégories d'armes que l'Ouest estime particulièrement menaçantes, à savoir les chars, l'artillerie et les véhicules blindés de combat d'infanterie.

Les pays du pacte de Varsovie veulent compléter ces catégories par les hélicoptères de combat et les forces aériennes offensives. Petrov, l'ambassadeur de la Bulgarie, déclara à ce propos : *"En raison de leur énorme puissance de feu et de leur capacité de parcourir de longues distances dans un temps très court, les avions offensifs représentent la menace la plus sérieuse d'une attaque surprise"*.

Un autre reproche à l'encontre de l'OTAN : elle ne tient compte dans son concept que des systèmes d'armes mais non des troupes. L'Ouest, ajouta l'ambassadeur Petrov, avait cependant assuré en fixant le titre des négociations que la notion de "forces armées" ne couvrait pas seulement les armes mais aussi les troupes. Des problèmes très concrets devront donc être résolus dans la deuxième session des négociations.

\* \* \*

## SECURITE ET COOPERATION

RFA / RDA

### PREMIERE CONSULTATION DES GENERAUX DE L'ARMEE FEDERALE (RFA) ET DE L'ARMEE NATIONALE POPULAIRE (RDA)

Pour la première fois depuis les 40 ans d'existence des deux états allemands, une rencontre a eu lieu entre des généraux et des officiers supérieurs de l'armée fédérale de RFA et de l'armée nationale populaire (ANP) de RDA. L'Institut pour la recherche de la paix et la sécurité politique de l'Université de Falkenstein (Hambourg) avait invité à cette rencontre dans l'esprit des consultations tenues par la CSCE. L'hôte, Egon Bahr, directeur de l'Institut, membre du "Bundestag" de Bonn, porte-parole militaire politique du PSD et membre de la présidence du présidium du PSD, a expliqué les objectifs de la consultation. Elle serait conforme à *"L'unique changement d'époque de la situation dans laquelle des guerres en Europe ne peuvent plus être déclarées, gagnées et survécues"*.

Le général de division Lehman, chef de la Délégation de l'ANP, a donné la définition suivante : *"Vaincre la guerre par la paix - telle est aujourd'hui la tâche des forces armées!"*.

Les principaux thèmes de la consultation furent :

1. La conception de sécurité politique de l'OTAN et des Organisations du Pacte de Varsovie (Discussion sur les doctrines militaires des OPV), ainsi que
2. les bases fondamentales de la sécurité commune et de la stabilité conventionnelle, en rapport avec les négociations actuelles sur le contrôle de l'armement FCE et MCS à Vienne.

Les deux parties étaient d'accord sur le fait *"qu'il est nécessaire de commencer, le plus rapidement possible, la formation de soldats et d'officiers disposant de connaissances spécialisées dans la politique de l'armement"* (Bahr). Comme Egon Bahr l'a déclaré dans une conférence de presse après les consultations, le consensus a également pu être obtenu sur trois autres points importants :

*"Premièrement, les deux parties considèrent comme insensée une guerre en Europe tant nucléaire que conventionnelle. Deuxièmement, ils en concluent que tout doit être entrepris pour éviter un conflit. Troisièmement, ils en déduisent la nécessité de donner à leurs forces armées une structure défensive."*

Naturellement, nous ne sommes pas tombés d'accord sur tous les points et nous aurions aimé continuer à discuter pendant encore deux jours. Les forces armées de l'air qui se prêtent particulièrement pour une attaque surprise se sont révélées être un problème difficile. Les représentants de l'armée fédérale voudraient, dans un premier temps, les exclure des négociations de Vienne, d'après l'avis des invités de l'armée nationale populaire, elles devraient y être incluses dès le début."

\* \* \*

FRANCE

#### 50e ANNIVERSAIRE DE L'OUVERTURE DU CAMP DE GURS.

A l'occasion du 50e anniversaire de l'ouverture du camp de Gurs une Assemblée générale extraordinaire de l'Amicale du camp de Gurs a eu lieu à Pau les 1er et 2 avril 1989. Dans ce camp, en avril 1939, des membres des Brigades internationales qui avaient combattu aux côtés des forces armées républicaines en Espagne contre les agresseurs fascistes ont été internés. Des hommes, des femmes et des enfants d'Allemagne persécutés pour des raisons raciales y ont été livrés pour être ensuite déportés dans le camp d'extermination d'Auschwitz.

De nombreux invités étrangers, des représentants de missions diplomatiques et des anciens Brigadistes internationaux, ont participé à l'Assemblée générale ainsi qu'à la manifestation de commémoration au cimetière du camp de Gurs.

Le secrétaire Oskar Wiesflecker a apporté les salutations de la Fédération Internationale des Résistants. Il a souligné dans l'introduction de son discours les multiples activités de la FIR, en particulier dans le domaine du désarmement et de la lutte pour la paix, ainsi que contre les menées néonazies et les tentatives de certains milieux de falsifier l'histoire, de nier ou de banaliser les crimes nazis. Dans ce contexte il a dit entre autres :

*"En nous opposant à la falsification de l'histoire et en documentant les faits historiques nous sauvegardons le souvenir de nos frères et soeurs tombés dans le combat, nous défendons leur héritage contre les essais de profanation de leur sacrifice.*

*Et où, sinon ici justement, dans les environs immédiats du camp mal famé de Gurs, où furent internés, en 1939 déjà, les premiers qui les armes à la main se sont opposés au fascisme, où n'est-il plus justifié et plus nécessaire que jamais de témoigner du courage des héros et des victimes de la lutte antifasciste et de leur solidarité internationale ?*

*Nous sommes venus ici pour honorer leur mémoire à tous, nous souvenir de leur exemple et pour continuer d'oeuvrer dans leur esprit, fidèles à la devise 'Soyez vigilants - jamais plus de fascisme, jamais plus de guerre !'*

Lors de la cérémonie au cimetière de Gurs, le colonel Rol-Tanguy, résistant français bien connu, a tenu un discours devant le monument des combattants de la guerre d'Espagne. Le président de l'Amicale du camp de Gurs, Léon Berody, a lu une résolution dans laquelle les participants réaffirment leur volonté, *"de voir s'ériger en ce lieu du Souvenir, un Musée mémorial qui devrait être représentatif de tous les camps érigés en France de 1939 à 1944 et où furent internés les combattants et les Brigadistes internationaux de la République espagnole, les persécutés pour des raisons raciales, politiques ou de nationalités, et 6500 Juifs déportés, depuis l'Allemagne nazie vers Gurs, avant d'être exterminés dans les chambres à gaz d'Auschwitz-Birkenau."*

L'appel a été adopté à l'unanimité par acclamation.

\*

ITALIE

45e ANNIVERSAIRE DE LA LIBERATION

A l'invitation du comité antifasciste de Bergamo, comité qui regroupe les diverses associations de partisans italiens, et les représentants des principaux partis politiques, le président de la FIR, A. Banfi, et le secrétaire général, A. Lhote, ont participé aux cérémonies organisées à l'occasion de l'anniversaire de la libération.

Le lundi 24 avril, ils ont pris part à une table ronde organisée par l'institut d'histoire de la Résistance sur le thème "La Résistance et l'Europe" et le mardi 25 avril, à la manifestation commémorative à l'issue de laquelle ils ont pris tous les deux la parole.

Le président Banfi a rappelé l'importance de la fondation de la République, et de la constitution, et souligné les valeurs morales de la Résistance, la nécessité de l'union des forces démocratiques face aux activités néo-fascistes et à la crise que vivent l'Etat et la société italienne.

Il a par ailleurs rappelé comment certains résistants socialistes avaient créé le mouvement fédéraliste européen, et insisté sur les prochaines élections au Parlement européen et la nécessité de renforcer les forces démocratiques pour que se crée une véritable Europe des peuples et des nations.

Le secrétaire général quant à lui a rappelé la diversité et le pluralisme de la Fédération Internationale des Résistants.

*"Les Résistants, partisans de l'Europe entière ont lutté à des moments parfois différents, dans des conditions différentes, mais tous avaient le même objectif :*

- *libérer leurs pays de l'occupation étrangère*
- *rétablir la souveraineté de leurs patries*
- *rétablir la démocratie et reconquérir les libertés*
- *assurer la paix dans la coopération entre les peuples maîtres de leurs richesses et de leurs destinées.*

*Les grandes idées de liberté, de démocratie et de justice sociale restent au coeur des idéaux des anciens résistants, lesquels n'ont cessé depuis des dizaines d'années de lutter pour leur approfondissement."*

Il a par ailleurs souligné les progrès réalisés dans la voie du désarmement, appelé à l'action pour assurer le succès de la Conférence de Wien sur les armements et les forces armées en Europe et à la vigilance face à la montée du racisme, de la violence et de la xénophobie en Europe.

Signalons d'autre part que nos camarades ont participé, à Milan aux réceptions organisées, à l'Hôtel de Ville, au cours desquelles les autorités officielles civiles et militaires ont exalté la Résistance et ses valeurs.

\* \* \*

## ARMEMENT / DESARMEMENT

### INSPECTION D'UNE FABRIQUE DE MISSILES

Pour la première fois, dix inspecteurs soviétiques ont inspecté, sans s'annoncer, une firme fabriquant des missiles de croisière. Un porte-parole des autorités d'inspection des Etats Unis a déclaré que l'inspection avait eu lieu dans le cadre du Traité sur la réduction des missiles nucléaires à moyenne portée (INF).

Les inspecteurs ont contrôlé si la firme General Dynamic-Convair a cessé la production de rampes de lancement pour les missiles "Tomahawk" selon le Traité INF.

Le Traité INF permet aux deux grandes puissances d'effectuer, jusqu'en 1992, 20 visites par surprise par année dans certaines fabriques d'armement.

\*

### IL NE DOIT PAS Y AVOIR DE PAUSE DANS LE PROCESSUS DE DESARMEMENT

La quatrième table ronde des représentants du parti socialiste flamand (Belgique), du parti communiste bulgare, du parti social-démocrate du Danemark, du parti de l'unité socialiste d'Allemagne, du parti du travail des Pays-Bas et du parti des travailleurs socialistes hongrois a eu lieu du 16 au 18 février 1989 à Berlin.

Les représentants des partis sont conscients de la responsabilité particulière de l'Europe pour la diminution de la tension entre l'Est et l'Ouest et pour la sécurité commune. Ils ont reconnu la réalité de l'appartenance de leurs pays à des systèmes d'alliance différents.

Ils ont constaté à l'unisson que l'Europe a besoin d'une diminution des armes et des forces armées pour utiliser les possibilités de son développement pacifique. En raison de l'énorme concentration de potentiel militaire de destruction existant toujours, la nécessité a été soulignée que les deux alliances devraient apporter leur contribution afin qu'il n'y ait pas de pause dans le désarmement. Ce processus devrait conduire à un équilibre stable à bas niveau qui sera obtenu par l'élimination des inégalités existantes.

Les représentants des six partis recommandent la clôture d'un traité sur la réduction de 50 % des armes stratégiques offensives dans le strict respect du Traité ABM, la limitation graduelle des essais nucléaires jusqu'à l'arrêt total de tous les essais et le renforcement du régime de non-prolifération des armes nucléaires.

\*

### CONSTRUCTION D'UNE ARME ANTI-SATELLITE

Le Pentagone a donné l'ordre de construction d'une arme anti-satellite à l'armée des USA. Cette arme serait plus effective qu'une variante de l'armée de l'air, refusée par le Congrès l'an passé. Selon les dires de James Hackett, membre du comité des conseillers du président pour le contrôle de l'armement, dans le "Washington Times", ce nouveau système se constituerait de missiles qui pourront être lancés depuis la terre et la mer contre des satellites.

\*

LE CONCEPT DE LA DISSUASION NUCLEAIRE SERA MAINTENU

De l'avis du ministre de la défense de RFA, Rupert Scholz, l'OTAN ne pourra pas renoncer aux armes nucléaires, même si les négociations sur le désarmement conduisent à la stabilité conventionnelle en Europe. A Hambourg, lors d'une réunion sur la défense du point de vue politique, le ministre était d'avis que les armes nucléaires à plus courte portée continuaient d'avoir une fonction importante dans le concept de dissuasion nucléaire de l'OTAN. Le processus de restructuration du potentiel nucléaire qui est envisagé serait à utiliser pour augmenter la portée des missiles juste en dessous de 500 km, c'est-à-dire juste en dessous de la limite interdite par le Traité INF.

\*

FAIRE DE L'ATLANTIQUE DU NORD UNE ZONE DE LA DETENTE

La "Conférence d'Oslo 89", convoquée par le Forum nordique sur la sécurité s'est tenue à la mi-mars. La convocation d'un congrès international, à Reykjavik, sur le désarmement dans l'Atlantique du Nord a été proposée par le ministre islandais, Olafur Ragnar Grimsson. Il était d'avis, au vu de la dangereuse concentration de forces navales et aériennes, qu'il est dans l'intérêt de tous les pays nordiques et de toute l'Europe que cette région devienne une zone de détente.

\* \* \* \* \*

LA FIR FELICITE

le camarade Stavros Kanellopoulos (Grèce), membre du Conseil général de la FIR, pour son 85e anniversaire,

le camarade Spyros Kotsakis (Grèce), vice-président de la FIR, pour son 80e anniversaire,

la camarade Anca Magheru (RP de Roumanie), membre du Conseil général de la FIR, pour son 80e anniversaire,

le camarade Kirill Mazourov (URSS), membre du Bureau de la FIR, pour son 75e anniversaire,

le camarade Général Jozef Kaminski (RP de Pologne), vice-président de la FIR, pour son 70e anniversaire,

le camarade Oskar Wiesflecker (Autriche), secrétaire-trésorier de la FIR, pour son 70e anniversaire,

le camarade Dr Heinz Dux (RFA), membre du Conseil général de la FIR, pour son 65e anniversaire,

le camarade Hans Martens (Suède), membre du Conseil général de la FIR, pour son 60e anniversaire.

Le Secrétariat leur a transmis ses meilleurs voeux en les remerciant pour leur activité au sein de la communauté internationale et en exprimant l'espoir de voir se poursuivre une coopération fructueuse.

\* \* \* \* \*